

Beaucoup de bruit autour de (presque) rien!

La ratification par le Parlement du «traité budgétaire européen», de son véritable nom bureaucratique «Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance» (TSCG), a donné lieu à quelque remous dans le landerneau politique. Mais au-delà de la scène parlementaire, ce théâtre de marionnettes, l'affaire s'est déroulée dans l'indifférence générale des citoyens, au grand regret des souverainistes et autres nonistes dénonçant un pas de plus sur la voie de l'aliénation de la souveraineté nationale.

Sans doute ce traité servira-t-il dans les mois à venir pour justifier les tours de vis supplémentaires dans l'austérité budgétaire, synonymes de coupes claires dans les dépenses et d'augmentation des impôts et cotisations sociales, le tout dans le but de présenter l'an prochain un déficit inférieur aux fameux 3% du PIB exigés par les traités européens antérieurs. Sans doute aussi sert-il, une nouvelle fois, à «rassurer les marchés» (ils s'effraient de si peu !) sur la

détermination de «nos» gouvernants à persister sur la voie de la réduction des déficits publics et de la dette publique, de manière à permettre de continuer à s'endetter à des taux supportables. Sans doute encore s'agit-il de donner des gages aux grands prêtres de l'ordolibéralisme qui ont conçu ce nouveau traité outre-Rhin, lesquels pensent que les marchés peuvent se réguler et se piloter à partir du respect de quelques règles simples. Sans doute enfin s'agit-il de donner le change aux peuples en faisant croire qu'il y a toujours un pilote dans l'avion de la mondialisation et qu'ils sont bien gouvernés.

Mais rien de tout cela ne résistera à l'épreuve des contradictions dans lesquelles, sans ce traité et plus encore avec lui, la gestion néolibérale de la crise enfonce de plus en plus l'Europe occidentale. Car les tours de vis budgétaires supplémentaires dont il fait une obligation ne peuvent que rendre encore plus inaccessible le retour à l'équilibre budgétaire. Et quand l'interminable crise européenne rebondira, nous verrons nos gouvernants, affolés, faire avec le TSCG ce qu'ils ont déjà fait avec le traité de Maastricht : le violer



allégrement pour tenter de sauver une nouvelle fois le capitalisme placé au bord du gouffre. Au demeurant, le traité lui-même est fait pour ne pas être respecté : son principal article fait référence à une notion, celle de «déficit structurel», dont les économistes reconnaissent qu'ils sont incapables de la définir avec suffisamment de précision pour rendre ce déficit mesurable. Autant vouloir tracer une frontière tout en reconnaissant que l'étalon que l'on utilise n'est pas garanti : c'est évidemment ouvrir la voie à toutes les querelles de bornage.

A propos de la Syrie

Les derniers «événements» nous aveuglent. Ils obscurcissent la nature du processus engagé en Syrie depuis février 2011. Le retour aux sources, proposé dans le texte de Khaled Sid Mohand ci-contre, outre qu'il permet d'échapper à une vision conspirationniste, réinstalle les deux protagonistes au centre de l'explication historique : le peuple et ses aspirations à la liberté et la caste oligarchique au pouvoir tentant de s'y maintenir coûte que coûte. D'emblée, c'est un éclairage largement occulté qui apparaît. Celui des divisions initiales au sein de l'appareil d'Etat syrien : lâcher du lest ou (et) réprimer alors même qu'avant la grande révolte de masse, les médias syriens ont fait l'éloge des «révolutions» arabes, critiquant vertement les régimes dictatoriaux en crise. La hantise paranoïaque de perte du pouvoir d'un côté et la chute du pouvoir d'achat des masses provoquée par la libéralisation sauvage de l'économie, le poids des réfugiés irakiens, l'enrichissement éhonté d'une petite clique, en ont décidé autrement. La peur s'est évanouie après l'arrestation, en mars 2011, de 9 enfants à Deraa, leur libération après des manifestations massives, et les révélations sur les tortures qu'ils avaient subies.

Autre focale qu'introduit cet article comme une interrogation récurrente : une «révolution passive» induite par les «révolutions» arabes était-elle possible ? Une transformation politique, un changement par le haut, c'est-à-dire une modification de la structure politique et économique, est-elle encore envisageable ? La combativité du peuple, malgré les souffrances infligées par le «boucher» Assad, incite à répondre négativement. Pourtant, l'on peut en douter au vu des massacres de masse, des destructions réciproques des forces en conflit, l'une d'entre elles n'étant pas suffisamment armée pour faire face à la puissance de feu de l'aviation et des tanks, l'autre voyant sa base sociale et le périmètre géographique de sa domination se rétrécir. On s'acheminerait donc vers l'instauration de la paix des cimetières, avec la surveillance et la domination des forces étrangères. Ce scénario rappelle étrangement celui du Liban. Ce qui semble certain c'est que les blocs des puissances étrangères opposées qui tentent d'instrumentaliser l'un et l'autre camp vont tenter de tirer les marrons du feu meurtrier. Le bloc USA/UE/Arabie Saoudite/Qatar a son atout déià en action pour l'essentiel à l'extérieur du champ de bataille. La Russie, l'Iran tenteront de préserver leur influence y compris sur un territoire restreint s'il advenait que Bachar el Assad et sa clique soient contraints de se réfugier dans leur clan sous la protection manipulée de la minorité alaouite. La partition de la Syrie, autre hypothèse, est également envisageable. Ce serait la solution «yougoslave» avec la séparation «ethnique et religieuse» entre alaouites, chiites et kurdes. Inenvisageable pour la Turquie! Elle donnerait encore plus de poids au nationalisme kurde qui, d'Irak en Turquie, traverse les frontières héritées du colonialisme anglais. Et qu'en serait-il des chrétiens dont les occidentaux et les papistes se sont déclarés les éternels protecteurs ? Comment réagirait le pouvoir à dominante chiite en Irak sur qui la tutelle US a de moins en moins de prise ? Enfin, ces questions qui laissent présager un chaos inextricable masquent quatre réalités fondamentales contradictoires :

- L'enjeu du pétrole dans la région y compris celui détenu par l'Iran qui conduit l'impérialisme US à déstabiliser les pouvoirs à dominante chiite.
- L'imprévisibilité de leurs alliés : le gouvernement israélien souhaitant les entraîner dans une guerre éclair contre l'Iran et les monarchies théocratiques prêtes à en découdre avec leurs minorités chiites, prônant le messianisme sunnite y compris dans ses formes les plus djihadistes et terroristes.
- La Chine qui compte bien, comme en Egypte, profiter de l'aubaine du rejet de l'impérialisme occidental pour pénétrer ces économies à reconstruire.
- Enfin, la capacité des peuples, en lutte à la fois contre la domination des dictatures qu'ils subissent et la domination étrangère qu'ils redoutent, de se doter d'une direction politique indépendante écartant tous les autres pronostics susmentionnés.

La relative faiblesse des impérialismes qui les conduits à éviter (comme en Afghanistan ou en Irak) de se laisser embourber dans des conflits immaîtrisables et le contexte de crise économique donnent quelque crédit à cette perspective qui pourrait sortir d'un chaos dont on ne peut encore prévoir l'ampleur.

Gérard Deneux.

Le texte qui suit a été écrit par Khaled Sid Mohand, journaliste. Celuici a résidé en Syrie pendant trois ans entre 2008 et 2011, jusqu'à son arrestation le 9 avril 2011. Libéré puis extradé le 3 mai 2011, il a rédigé cet article le 30 juillet 2011, pour le n° 36 de la revue Lignes, parue en octobre 2011.

Retour aux sources de la «révolution» syrienne

Il nous paraît utile de revenir aux sources proprement syriennes d'un processus qui, quels que soient les incertitudes, les ambivalences et les risques que présente la phase actuelle de lutte armée, est bel et bien une révolution contre un régime tyrannique et non une pure machination américano-sioniste. Les prémisses de cette révolte qui s'est muée en révolution ne sont curieusement pas venues de la rue mais du sommet de la hiérarchie au pouvoir, qui a été le premier à exprimer des signes de nervosité devant la tournure des évènements tunisiens et égyptiens. Pourtant les rares tentatives de mobilisations observées tout au long du mois de février, comme l'appel à manifester à la date du 4 février devant le parlement lancé sur la page facebook intitulée «Syrian revolution 2011», s'étaient avérées infructueuses et ne constituaient par conséquent aucune menace pour le régime.

Le jour J, qui était un vendredi, chômé en Syrie, pluvieux de surcroit, n'a rassemblé aucun manifestant. L'appel semble, en revanche, avoir été entendu par les forces de sécurité qui se sont déployées tout au long des axes qui conduisaient au parlement, faisant apparaître au grand jour leur crainte d'une contagion de la révolte soufflant depuis le Maghreb. Autre initiative : les rassemblements organisés devant les ambassades de Libye et d'Egypte qui avaient pour objectif d'exprimer la solidarité des Syriens avec leurs frères arabes mais également d'éprouver le degré de tolérance des autorités syriennes face à des rassemblements spontanés, lesquels sont formellement interdits en raison de l'état d'urgence en vigueur depuis près de 50 ans.

Ces rassemblements inoffensifs, de par le nombre réduit de manifestants qu'ils ont drainés (jamais plus d'une cinquantaine) et par leur nature même (des manifestations le plus souvent silencieuses), ont pourtant été réprimés par des intimidations, des arrestations et des passages à tabac. Le régime semblait avoir compris la valeur de test

que constituaient ces rassemblements pacifiques.

Les semaines qui ont précédé l'irruption de violence à Deraa ont été ponctuées de rumeurs et d'annonces politiques contradictoires : libération par décret présidentiel, en date du 7 mars 2011, de tous les détenus condamnés avant cette date, parmi lesquels Haytham Maleh, 78 ans, fondateur de la Ligue Syrienne des Droits de l'Homme et membre d'Amnesty International, suivie dès le lendemain d'une information faisant état de plus de 3 000 arrestations à Alep et ses environs. Autant de signaux contradictoires perçus par beaucoup comme l'expression de désaccords au sein de la hiérarchie au pouvoir.

Plus significatif encore: les tribunes de Bouteina Chaabane, conseillère politique du président Assad, publiées dans le très officiel journal Tishrine, faisant l'éloge des révolutions arabes et critiquant vertement les régimes dictatoriaux. Jusque-là, les éditorialistes de la presse syrienne se contentaient de célébrer la chute des régimes arabes sous tutelle occidentale tout en rappelant les relations coupables entretenues avec Israël, officielles dans le cas de l'Egypte, souterraines dans le cas de la Tunisie, mais se gardaient bien d'évoquer le caractère démocratique des revendications exprimées par les manifestants. En réaction à ces tribunes, le journaliste Moudhir Kheddam, figure de l'opposition de l'intérieur, attaque violemment la conseillère du président en publiant un article publié sur le journal en ligne d'opposition all4syria.info.net, dans lequel il lui demande de rendre des comptes sur son appartenance à un pouvoir qui correspond en tous points aux régimes qu'elle pourfend dans ses tribunes. L'auteur de cette audacieuse tribune, professeur d'économie à l'université de Lattaquié, n'a contre toute attente pas été inquiété par les autorités, pourtant promptes à jeter en prison les intellectuels, pour des opinions souvent moins virulentes. Une clémence interprétée comme un signe de détente par l'intellectuel Omar Ahmed Ali qui v a vu, alors, «l'amorce d'un changement au sommet de l'Etat» : «Les tenants de la réforme sont en train de prendre le pas sur l'aile dure du régime». Encore convaincu des velléités réformatrices du président Bachar, il ajoute : «C'est l'occasion qu'attendait Bachar pour faire plier le puissant bras des services de renseignements».

Mais l'optimisme de cet intellectuel ne tardera pas à être tempéré pare les vagues d'arrestations massives opérées dans les grandes villes et le déploiement de plus de 3 000 agents des services de renseignements à Damas, afin de surveiller et d'infiltrer les milieux à partir desquels la révolte pourrait prendre. Si la majeure partie de Syriens semblaient opposés à l'idée d'imiter leurs frères tunisiens et égyptiens, une partie de la classe moyenne damascène frétillait d'impatience à l'idée d'engager un mouvement de protestation analogue. Ce sont de jeunes journalistes, bloggeurs, artistes, étudiants, souvent en lien avec des figures intellectuelles de l'opposition, ainsi que les jeunes issus de familles d'opposants, qu'elles soient communistes, nationaliste et plus rarement Frères Musulmans. Aucun ne revendique d'affiliation avec un parti politique, et tous entretiennent une méfiance quasi viscérale à l'égard des formations politiques, qu'il s'agisse de celles qui se sont compromises avec le régime en acceptant d'apparaître au parlement sous le parapluie du parti Baath, ou bien des partis politiques en exil.

Ils seront les premiers à souhaiter un mouvement de contestation politique et seront paradoxalement les derniers à y prendre part en raison de la distance sociale et géographique qui les sépare de ceux par qui la révolte arrivera. Coupés du réseau des mosquées (qui sont les seuls lieux de rassemblements légaux) parce qu'athées ou simplement non pratiquants, ils assisteront à l'irruption de violence partie de Deraa avec un mélange de jubilation, d'admiration pour les insurgés et de frustration.

L'étincelle de la révolte

Située à une centaine de kilomètres au sud de la capitale, Deraa est la plus grande ville du plateau du Houran, région agricole à la lisière du Golan et de la frontière iordanienne. Une ville peuplée de bédouins sédentarisés, qui doit une partie de sa prospérité au trafic transfrontalier avec la Jordanie et aux revenus générés par une diaspora expatriée dans les pays du Golfe mais qui a aussi été le réceptacle, ces dernières années, d'un exode rural lié à une sécheresse qui n'a cessé d'appauvrir les petits fermiers. Ironie du sort, c'est depuis cet ancien fief du parti Baath, au pouvoir depuis 1963, que partira le feu qui finira par gagner tout le pays.

C'est l'arrestation et la détention, début mars, d'une quinzaine d'enfants âgés de 9 à 15 ans, pour avoir écrit des slogans hostiles au régime, qui déclenchera l'étincelle de la révolte. Et plus que l'arrestation des enfants, c'est surtout l'humiliation infligée aux parents venus réclamer la libération de leurs enfants qui a rassemblé les premiers protestataires devant le siège de la police politique. La libération des enfants attisera encore davantage la colère des familles lorsque celles-ci découvriront que certains d'entre eux ont eu les ongles arrachés au cours de séances de torture.

Très vite, la colère des manifestants se tourne vers le siège local du parti Baath et le bureau de l'agence Syriatel, qui sont l'un et l'autre incendiés. Syriatel est une compagnie de téléphone mobile appartenant à Rami Makhlouf, cousin du président. Symbole de la dérive affairiste du régime, voire maffieuse, Rami Makhlouf est l'incarnation de cette nouvelle génération de businessmen aux appétits pantagruéliques qui ont prospéré dans le sillage de la libéralisation économique du régime et qui n'hésitent plus, contrairement à ses aînés, à afficher sa richesse avec ostentation. Sa fortune est estimée à plusieurs milliards de dollars et son empire s'étend de la téléphonie mobile aux BTP en passant par le secteur bancaire, les hydrocarbures et le duty free. Il est le premier investisseur privé du pays et aucun investissement étranger ne voit le jour en Syrie sans sa participation. Haï par une partie importante de la bourgeoisie traditionnelle, qui voit en lui un prédateur économique s'affranchissant de toutes les règles et monopolisant le secteur privé, et détesté par une classe moyenne inférieure qui voit en lui l'incarnation de la rupture du pacte social, c'est l'un des premiers noms conspués par les manifestants.

La longévité au pouvoir de feu Hafez El Assad, père de l'actuel président, ne s'explique pas uniquement par un appareil de coercition qui n'avait – et n'a toujours – rien à envier, en termes d'efficacité, à ce que fut le KGB ou la Stasi est-allemande. Elle s'explique également par une politique économique d'investissement massif dans les secteurs de la santé ou de l'éducation, et par des grands travaux d'infrastructures qui ont permis l'émergence d'une classe moyenne au sein des segments les plus modestes de la société.

A l'inverse, son fils, justifiant d'une conjoncture économique défavorable, notamment avec la chute du régime de Saddam qui a privé l'économie syrienne des juteuses exportations opérées dans le cadre du programme «pétrole contre nourriture», ajoutée

au retrait de ses forces du Liban qui constituait, lui aussi, une importante source de revenus pour l'Etat syrien et un débouché professionnel pour plusieurs centaines de milliers de travailleurs syriens, a choisi de «moderniser» l'économie en se tournant vers le modèle chinois de «l'économie sociale de marché». Lequel promettait, selon le ministre des finances Mohammed Al Hussein, en poste jusqu'au remaniement du printemps 2011, «de ne pas abandonner ses devoirs envers les plus défavorisés».

L'appétit des prédateurs économiques qui ont proliféré autour de la classe dirigeante en décidera autrement, privant l'Etat syrien des recettes fiscales attendues et des créations d'emplois suffisantes pour absorber les 250 000 jeunes qui débarquent chaque année sur le marché du travail. Ces jeunes constituent l'essentiel des premiers manifestants, rejoints par leurs aînés issus de cette classe moyenne durement éprouvée par la chute de son pouvoir d'achat et reléguée à la périphérie des grandes villes en raison de la flambée des prix de l'immobilier.

Malgré tout, les manifestants ont très vite voulu apparaître comme un mouvement politique et non comme un mouvement social. Dès les premières manifestations, qui ont pris de court aussi bien l'opposition que le régime, les autorités ont conjugué répression sanglante et tentatives de conciliation, en prenant langue avec les notables locaux et les chefs de tribus, leur proposant de recueillir leurs doléances et d'y répondre dans les plus brefs délais. En réponse à ces tentatives des autorités d'acheter la paix sociale, les manifestants ont continué à défiler, autour d'un autre slogan : «Le peuple syrien n'a pas faim mais veut sa liberté et sa dignité».

Mais il s'agit surtout pour les autorités d'isoler le mouvement et de circonscrire l'incendie. Pour chaque nouveau foyer de contestation, le régime paraît s'évertuer à rechercher des solutions locales alors qu'il devient manifeste que le mouvement prend rapidement une dynamique nationale et solidaire. Bahnias, ville portuaire, avait manifesté en soutien aux victimes de Deraa : «Avec notre âme, avec notre sang, nous nous sacrifierons pour toi ya Deraa». Celle de Lattakié avait été organisée en soutien aux victimes de Bahnias, entraînant une chaîne de solidarité qui gagnera l'ensemble du pays à l'exception notoire des deux grandes villes du pays que sont Damas et Alep. «Damas la marchande ne bougera pas», regrette un activiste qui peine à mobiliser autour de lui : «Cette ville a toujours préféré l'injustice à l'instabilité». La remarque est alors valable également pour Alep, rivale économique de Damas. Une remarque qui renvoie à l'indolence de la ville face aux révoltes déclenchées contre l'occupation française en 1925-1926, alors que (comme aujourd'hui) ses faubourgs s'étaient enflammés. Alep s'était caractérisée par la même inertie lors de la révolte du nord (1919-1921) alors même que la ville était assise sur le stock d'armes ottoman. Mais le commerce n'explique pas tout : la présence massive d'agents de la police politique en leur sein, avant même le début des troubles, a empêché les groupes d'opposants de se structurer. Composés de petits groupes inexpérimentés et atomisés, les activistes damascènes sont rétifs à élargir leurs cercles et plus encore à toute forme de coordinations entre les groupes. A raison : le maillage des services de renseignements les rend vulnérables, ces derniers ayant la capacité d'infiltrer rapidement n'importe quelle organisation, aussi groupusculaire soit-elle.

A l'inverse, le succès des manifestations des villes de province, notamment à la périphérie de Damas, repose précisément sur leur caractère spontané et inorganisé. Il suffit d'un mot prononcé à la fin de la prière hebdomadaire pour enflammer les fidèles qui s'ébroueront en cortège dans la ville, rendant impossible tout noyautage ou infiltration des services de renseignements — lesquels se « contentent » de leur tirer dessus à balles réelles, tout en procédant à des arrestations massives et arbitraires entre deux vendredis.

Les activistes de la capitale, issus le plus souvent de milieux aisés ou provenant de familles disposant d'un important capital culturel, souvent bilingues, finiront par trouver leur place dans le mouvement, en se faisant l'interface et le relais entre les manifestants des villes de provinces et les médias étrangers, ainsi que les ONG des Droits de l'Homme, basées elles aussi à l'étranger. Un fort contingent d'entre eux finira par rejoindre les manifestations aussitôt que cellesci se seront rapprochées de Damas ou qu'elles pénétreront l'intérieur de la capitale, comme celles qui se sont déroulées à la mosquée Rifaï, au sud de la ville, à un jet de pierre du quartier général des services de renseignements, où de nombreux étudiants, parmi lesquels de nombreux chrétiens et des alaouites, se joindront aux prières du vendredi afin de prendre place au sein des cortèges de manifestants.

La question confessionnelle

Mais ces derniers, sans pour autant constituer des exceptions, ne sont pas représentatifs de leur communauté, dont la majorité s'est prudemment tenue en retrait, craignant le pacte tacite qui soude la communauté chrétienne à la minorité alaouite dont est issu le clan au pouvoir, face au danger supposé que constituerait la chute du régime.

La crainte d'une chute du régime était, en fait, au début des troubles survenus à la mi-mars 2011, un sentiment partagé par tous les Syriens, quelles que soient leurs confessions et leurs sensibilités politiques. La Syrie est un pays traumatisé par l'expérience libanaise de la guerre civile, et plus que iamais terrifié par le chaos irakien. Les millions d'Irakiens qui se sont installés en Syrie, ou qui y ont transité avant d'être réinstallés dans des pays tiers avec l'aide du Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies, ont alimenté, dans un flot continu, les récits des exactions des milices politico-religieuses, avec parfois des accents nostalgiques pour la dictature de Saddam Hussein. L'Irak est une vieille nation assise sur un solide socle identitaire. La rapidité avec laquelle s'est désagrégée cette identité, consécutive à l'invasion américaine et à l'effondrement de l'Etat, a profondément choqué les peuples de la région, et les Syriens en particulier, qui ont alors pensé : si c'est arrivé en Irak, rien ne nous immunise contre un tel scénario.

C'est sans doute la raison pour laquelle, contrairement à l'Egypte et à la Tunisie, les premières semaines de manifestations ont été marquées par des revendications modérées. Les manifestants ne réclamaient pas la destitution du président et encore moins la chute du régime, mais de simples réformes. Liberté aura été le maître mot. suivi aussitôt de revendications négatives telles que la fin de l'omniprésence de la police politique et de la corruption. Il faudra plus d'un mois, des centaines de morts et des milliers d'arrestations avant que les Syriens ne réclament la tête de leur président et la chute du régime dans son ensemble.

Alors qu'il suffisait de peu pour désamorcer la révolte, en accédant aux modestes requêtes des protestataires, voire en feignant de les accepter, le régime syrien a choisi la répression, craignant sans doute que la satisfaction des premières revendications en entraîne d'autres, lesquelles pourraient précipiter la fin du système. A la répression s'ajoute une politique d'intimi-

dation et de chantage lancée en direction des minorités, principalement alaouite et chrétienne, devant qui a été agité le chiffon rouge du retour des Frères Musulmans afin d'agréger leur soutien au régime.

Pour ce faire, le régime n'a pas hésité à recourir aux chabihas, milices alaouites placées sous l'autorité de deux cousins du président, dont les membres sont recrutés parmi les contrebandiers responsables du trafic de droques et d'armes transfrontalier avec le Liban dans la région côtière de Lattakié et Tartous. Ces derniers se sont livrés à des provocations visant à monter les villages alaouites contre les villages sunnites, faisant parvenir aux premiers des sms les avertissant d'un massacre en préparation organisé par les seconds, et inversement. Ces provocations ont été déjouées grâce à la sagesse des représentants religieux des deux confessions, qui ont appelé leurs communautés respectives au calme et à la retenue. Elles ont également été déjouées par les habitants de la région, qui en ont formellement identifié les auteurs, dont ils subissaient les exactions depuis de nombreuses années. En revanche, il n'en va pas de même pour les Syriens éloignés du théâtre de ces opérations, qui ne disposent comme source d'informations que des médias officiels et, plus redoutable encore, de la rumeur.

Les Kurdes se sont vus, quant à eux, accorder par décret présidentiel, la nationalité syrienne - à près de 250 000 d'entre eux qui en étaient privés depuis près de 50 ans. L'objectif était de neutraliser une région traditionnellement rebelle, un objectif partiellement atteint puisque la région n'a pas été le théâtre de manifestations massives, mais cela n'a pas empêché quelques manifestations de se tenir à Hassaké, Qamischli et Amouda, au cours desquelles des slogans de solidarité avec la population en lutte ont été scandés ainsi que : «Nous ne voulons pas seulement la nationalité, mais aussi la liberté».

A ces tentatives de diviser la population, les manifestants ont répondu, aux quatre coins du pays, par des messages unitaires : «Un, un, un, le peuple syrien est un». Les journées de mobilisation furent dédicacées tour à tour aux Chrétiens, aux Alaouites et aux Kurdes. Il n'en demeure pas moins que les manœuvres du régime ne sont pas sans effet sur les minorités, dont les membres les plus modestes avaient, au cours de ces dernières années, connu un mouvement de rétractation au sein de leurs communautés d'appartenance, pour y trouver l'aide

que l'Etat avait cessé de dispenser. Ces derniers pourraient se révéler, in fine, vulnérables à la propagande du régime et faire corps avec ce dernier.

Si le président Bachar El Assad n'a pas perdu toute sa légitimité, les milliers de litres de sang qui ont coulé depuis le début des évènements l'ont fortement érodée. Ses discours marqués par une indifférence face aux victimes et un mépris des protestataires ont brisé l'espoir de changement qu'il incarnait auprès d'une france importante de la population, notamment les jeunes. En outre, le pacte social semble avoir été brisé de manière irréversible par les évènements du printemps 2011. Le renoncement des Syriens à une partie de leur liberté en échange d'une sécurité économique, des biens et des personnes, n'étant plus payé en retour, un mécontentement monte au sein d'un nombre croissant de Syriens de toutes les catégories sociales, y compris de la bourgeoisie des souks qui ont vu, en raison de la raréfaction des touristes, leur chiffre d'affaires s'effondrer. L'instabilité économique a entraîné le licenciement de plusieurs milliers de travailleurs du secteur tertiaire et pourrait pousser ces derniers à gonfler les rangs des protestataires. Au chantage exercé par un régime qui proclame «Nous ou le chaos», le peuple syrien semble répondre «C'est déjà le chaos, alors autant se passer de vous».

De même, sur un plan géopolitique, aucun pays de la région, pas même les ennemis intimes de la région que sont Israël et l'Arabie Saoudite, ne souhaitait l'effondrement du régime syrien, en raison de sa position stratégique et du pôle de stabilité qu'il a toujours incarné dans un Moyen-Orient tourmenté. Mais la persistance des troubles pourrait amener les Etats-Unis, Israël et l'Arabie Saoudite à revoir leur position et à chercher les moyens d'achever un régime qui ne remplit plus la fonction qui lui était assignée. A l'image de l'Arabie Saoudite qui, devant l'incapacité du président véménite à ramener le calme. n'a pas hésité à nouer des contacts avec le chef de la plus importante confédération tribale opposé au président Ali Abdallah Saleh, pourtant fidèle allié de Ryad.

Les allégations du régime selon lesquelles ces révoltes seraient le fruit d'une conspiration étrangère pourraient, comme dans une prophétie auto-réalisatrice, s'avérer exactes, recouvrant par là-même une réalité que le régime refuse d'admettre : si, après plusieurs mois de conflit, certains acteurs extérieurs essaient de jeter de l'huile sur le feu, le feu lui-même est

bien parti de Syrie, allumé par des Syriens et nourri par la violence de la répression que le régime a déployée contre son peuple.

Reste une énigme : comment un président qui a su déployer une telle intelligence diplomatique a-t-il pu gérer cette crise avec une stupidité qui n'avait d'égale que sa brutalité ? Selon une intellectuelle de l'opposition qui a eu l'occasion d'approcher la famille Assad, «Bachar n'est pas seul pilote dans le cockpit. il ne l'a iamais été. C'est par ailleurs un homme prisonnier d'allégeances diverses et parfois contradictoires. Allégeance à ses convictions nationalistes, allégeance à sa famille et allégeance à sa communauté (alaouite)». En cas de crise, poursuit-elle, «les décisions se prennent à l'intérieur d'un cercle familial restreint, de manière consensuelle, associant la mère du président, qui dans la structure familiale alaouite est un personnage central, sa sœur Bouchera et son mari, Assaf Sawkat¹, patron des services de renseignement, ainsi que son frère cadet Maher à la réputation d'officier sanguinaire, chef de la quatrième division et de la garde républicaine, qui est garde prétorienne du régime».

Malgré le long silence assourdissant du président devant la gravité des évènements et la désillusion que ses discours avaient entraînée, parfois au sein même de ses plus fidèles partisans, beaucoup de Syriens refusaient de voir dans la figure du président le responsable direct des exactions commises par les forces de l'ordre contre des populations civiles désarmées. Par trois fois, en effet, le président a publiquement donné l'ordre de ne pas tirer sur les manifestants et il a dans les trois cas été désobéi. Sans l'exonérer de sa responsabilité juridique et politique, clairement engagée de par son maintien à la tête de l'Etat, cela pose néanmoins la question de la réalité du pouvoir et de l'étendue de son autorité sur les forces de sécurité et les services de renseignements. Mais selon Haydar, intellectuel de confession alaouite, lui aussi, opposant au régime, «Quand bien même Bachar El Assad serait en désaccord, avec la stratégie répressive qui est en œuvre, il ne pourrait pas partir. On peut démissionner d'un poste, d'une fonction, mais on ne peut pas démissionner de sa famille, ni de son clan».

Khaled Sid Mohand

1) Tué lors d'un attentat suicide à Damas le 18.07.2012.

Vous trouverez ci-dessous ici la deuxième partie d'une analyse d'Alain Bihr sur le devenir de l'Union Européenne. La première partie a été publiée dans notre précédent numéro (ACC n° 237 - septembre 2012 - qui sera fourni gratuitement à tout nouvel abonné) où Alain a décrit l'approfondissement de la crise de l'endettement et les réactions trop tardives et inappropriées d'une «eurocratie» qui nous mène dans le mur.

Sur la crise (7):

L'Union Européenne entre éclatement et refondation

(2ième partie)

Une zone euro à hue et à dia

Si la racine de la crise économique qui sévit en Europe - comme d'ailleurs dans l'ensemble des États capitalistes centraux - gît bien dans la distorsion intervenue dans le partage de la «valeur ajoutée» entre salaires et profits à la faveur de la mise en œuvre des politiques néolibérales à partir des années 1980 et si son aggravation s'explique par la persistance de l'eurocratie dans ces mêmes politiques, elle présente cependant une autre dimension encore, spécifiquement européenne pour sa part, liée une nouvelle fois aux contradictions inhérentes à la «construction européenne» et, plus exactement, à son noyau dur, la zone euro. C'est ce que Michel Husson vient de montrer en un article remarquable, au contenu très dense, dont nous reprenons ici quelques-uns des principaux éléments d'analyse et conclusions1.

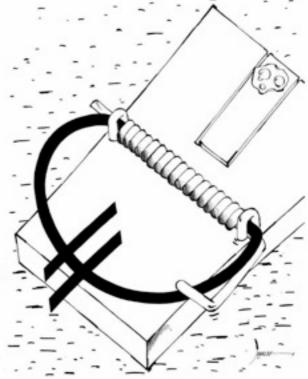
L'édification au sein de l'UE d'une union monétaire, d'abord restreinte à un nombre limité d'États-membres mais ayant vocation à s'élargir à tous, reposait sur le pari de réduire les inégalités de développement économique et social entre ces derniers, héritage de leurs histoires respectives, en réalisant une convergence progressive entre eux, notamment par les communes disciplines budgétaires (un déficit public limité à 3 % du PIB. une dette contenue à 60 % du PIB) et salariales qui leur seraient imposées dans le cadre de cette union. Or, depuis l'introduction de l'euro, c'est tout le contraire qui s'est produit : les écarts n'ont cessé de se creuser entre le «Nord» de la zone euro (Allemagne, Autriche, Belgique, Pays-Bas et Finlande - l'étude exclut le Luxembourg, qui aurait encore accentué l'écart) et le «Sud» de celle-ci (Irlande, Portugal, Espagne, Italie, Grèce), la France occupant une position intermédiaire entre les deux groupes tout en tendant à se rapprocher de plus en plus du second.

Les États «sudistes» ont notamment vu se dégrader leur compétitivitéprix par rapport aux États «nordistes». La raison en est non pas un dérapage salarial : une croissance des salaires réels plus forte que celle de la productivité; en effet, c'est le contraire qui a eu tendance à se produire sous l'effet de la baisse de la part des salaires dans la «valeur ajoutée»). Ce qui est ici en cause, c'est une inflation structurelle plus forte qui s'explique par la conjonction de trois facteurs. D'une part, une croissance plus forte des États «sudistes», condition de leur rattrapage des États «nordistes» et de la convergence projetée entre les deux groupes; ce qui implique d'ailleurs une contradiction interne au processus de convergence. D'autre part, une tendance plus grande au «Sud» qu'au «Nord» à diffuser, sous forme de hausse salariale, les gains de

productivité réalisés dans le secteur manufacturier vers le restant de l'économie; ce qui renvoie vers la disparité des inégalités de développement sectorielles entre les différentes économies nationales. Enfin, des conflits de répartition de la richesse sociale (de la valeur produite) plus importants au sein des formations «sudistes» qu'au sein des formations «nordistes», du fait du caractère plus inégalitaire des premières relativement aux secondes; ce qui exprime évidemment des configurations des rapports de classes. mêlant conflits, compromis et alliances. différentes entre les unes et les autres. Notons au passage combien, à travers les variables économiques (taux d'in-

flation, hausse des salaires réels, part des salaires dans la «valeur ajoutée», poids relatifs des différents secteurs, etc.), s'expriment en définitive toutes les spécificités structurelles profondes des différentes formations nationales et combien, du même coup, est naïf le projet eurocrate d'une convergence rapide de ces dernières impliquant d'araser en quelques années la sédimentation de décennies voire de siècles de construction sociopolitique.

Loin de corriger cette divergence entre «Nord» et «Sud» de la zone euro, l'union monétaire en aura au contraire favorisé l'aggravation tout le long des années 2000, jusqu'à l'éclatement de la crise financière de 2007-2008 dite des subprime, en la laissant produire tous ses effets pervers. D'une part, à l'abri de la monnaie commune, les États «sudistes» ont ainsi pu laisser se creuser le déficit de leur balance commerciale, revers de leur plus forte croissance et rançon de la dégradation de leur compétitivité, sans que ce déficit



ne se solde par la nécessité de dévaluer leur monnaie, comme cela aurait été le cas avant le passage à l'euro ou sans celui-ci. D'autre part, sous l'effet de la politique monétaire restrictive de la BCE, les États «sudistes» ont également pu bénéficier de la baisse générale des taux d'intérêt nominaux au sein de la zone euro qui, du fait de leur inflation plus forte, s'est traduite par une baisse encore plus forte des taux d'intérêt réels que dans les États «nordistes», incitant ainsi pouvoirs publics, entreprises et surtout ménages à s'endetter, en venant ainsi soutenir leur plus forte croissance: la bulle immobilière espagnole, par exemple, a trouvé à s'v alimenter directement. Enfin. cette croissance dopée à l'endettement (allant jusqu'au surendettement) s'est logiquement accompagnée d'une baisse du taux d'épargne des ménages, contraignant ainsi les administrations publiques (États, collectivités territoriales, organismes publics de protection sociale) à compter sur un flux continu de capitaux étrangers pour financer leurs déficits (persistants même si tendanciellement décroissants) par l'emprunt avec pour effet de dégrader un peu plus les comptes extérieurs aussi bien qu'intérieurs. L'ensemble constituant une dynamique clairement insoutenable à terme puisqu'elle accumule baisse générale de compétitivité, endettement privé et endettement public, déficit intérieur (déficit de l'épargne privée) et déficits extérieurs (de la balance commerciale à la balance des paiements). Sans que, soit dit en passant, l'eurocratie n'y ait rien trouvé à redire, adressant au contraire à plusieurs reprises ses félicitations à différents États «sudistes» (l'Irlande et l'Espagne notamment), en les donnant en exemple au restant de l'UE.

Sous ce rapport, la crise financière des années 2007- 2008 est moins venue briser une croissance apparemment vertueuse que mettre fin à un cercle réellement vicieux tout en révélant sa nature. En gonflant brusquement et brutalement le déficit public, en mettant fin à la possibilité de le financer movennant l'importation de capitaux étrangers (le recours aux marchés financiers internationaux), en contractant les possibilités ouvertes à l'endettement privé, en rendant du coup nécessaires et la hausse du taux d'épargne national et un solde positif de la balance commerciale, cette crise a imposé aux formations «sudistes» une politique d'austérité budgétaire et salariale, indépendamment même des préceptes de politique néolibérale précédemment évoqués. Et elle a surtout signé la fin de l'illusion, qui n'aura duré que quelques années, selon laquelle le parachèvement de «l'union économique et monétaire» par le passage à l'euro puisse être un fleuve tranquillement descendu.

La «construction européenne» revisitée et réévaluée²

Ainsi, au cours des trente dernières années, telle qu'elle a été conduite, la «construction européenne» a produit deux résultats majeurs, aussi catastrophiques l'un que l'autre. En premier lieu, par la simple création d'un espace de libre circulation du capital sous sa forme marchandise tout comme sous sa forme argent, au sein duquel s'est trouvée accrue la mise en concurrence des capitaux... et des travailleurs salariés, tout comme par les disciplines budgétaire et salariale auxquelles se sont trouvés astreints les États pour entrer dans la zone euro puis pour s'y maintenir, la construction européenne a été un moyen institutionnel particulièrement efficace d'administration des politiques néolibérales d'austérité synonyme notamment de déréglementation du marché du travail et de démantèlement rampant de la protection sociale, en un mot: de régression en matière d'encadrement du rapport salarial. Et la gestion par l'eurocratie de la crise de l'endettement public consécutif à l'éclatement de la crise financière de 2007-2008, ordonnée à l'impératif du maintien et même du renforcement de la discipline budgétaire et de la riqueur salariale, n'a fait qu'aggraver encore cet effet régressif. Une régression qui frappe tout particulièrement le salariat d'exécution (ouvriers et employés): pour lui, la perspective ainsi ouverte est celle d'un grand bond en arrière, de caractère historique, qui aboutirait en définitive à liquider purement et simplement tout l'acquis du compromis fordiste et notamment de l'État-providence.

De plus, telle qu'elle a été poursuivie au cours des trente dernières années, la «construction européenne» a produit un second résultat tout aussi catastrophique, se combi-

nant avec le précédent tout en le modulant dans l'espace: le creusement des inégalités de développement entre nations et régions européennes. Loin de conduire à la convergence des niveaux de développement nationaux et régionaux promise par les eurocrates, elle a accentué les divergences entre eux: elle a renforcé les plus forts et affaibli les plus faibles. Ce qui se dessine ainsi, ce n'est pas «une Europe à plusieurs vites-

Europe à plusieurs vitesses», comme on se plaît à le répéter quelquefois, en laissant croire que les différents États et régions seraient intégrés progressivement, mais à des rythmes différents, au sein d'un même ensemble et d'un processus uniforme de développement économique et social; c'est bien plutôt la classique structure propre à tout espace faconné par le procès global de reproduction du capital en le fragmentant et en le hiérarchisant en formations centrales, formations semi périphériques et formations périphérigues³. Une structure que l'on retrouve non seulement au niveau planétaire (c'est elle qui sous-tend la division internationale du travail au sein du marché mondial) mais encore au niveau de chacune des unités dont se compose l'espace mondial (au sein de chaque État ou groupe continental d'États) tout simplement parce qu'elle est commandée par les nécessités d'un développement inégal fonctionnel au regard des exigences de la reproduction du capital. Une structure qui n'est pas, pour autant, immuable mais se trouve bouleversée en permanence par les changements de position qui peuvent affecter les différentes formations (nationales ou régionales) qui se trouvent ainsi mises en concurrence, au gré de l'évolution de leurs appareils productifs respectifs et de la réussite ou de l'échec de leurs stratégies d'insertion sur le marché continental ou mondial.

Dès ses origines, à l'époque de la Communauté économique européenne (CEE), ce qui allait devenir l'UE s'est constitué en réunissant des nations et plus encore des régions inégalement développées, les unes centrales (par exemple à la Ruhr et la Lombardie), les autres semi périphériques (les anciennes régions charbonnières) voire périphériques (par exemple le Mezzogiorno italien ou le Massif central français ou la Bretagne). Depuis lors, ces inégalités de développement n'ont cessé de s'étendre, à la faveur de l'élargisse-



ment de la CEE puis de l'UE par intégration des États britanniques (Irlande, Royaume-Uni), des États méridionaux (Grèce, Espagne, Portugal), des États nordiques (Danemark, Suède, Finlande) et des États d'Europe centrale (Autriche puis, progressivement, les États ci-devant membres de feu le «bloc soviétique»). Mais elles se sont aussi intensifiées du fait de l'exacerbation de la mise en concurrence des territoires et de leurs populations à l'intérieur même de l'UE, rendue possible par l'intégration constante de nouveaux territoires moins développés que ceux déjà intégrés. Et elles se sont trouvées enfin amplifiées par l'approfondissement de la «construction européenne» avec le parachèvement de «l'union économique et monétaire», ainsi que nous l'avons vu plus haut. Le plus remarquable sous ce rapport est sans doute que, pris dans cette dynamique, des États ou des régions originellement centraux tendent aujourd'hui à glisser vers des positions semi périphériques: péenne» ait pu être utilisée par tout ou partie de l'eurocratie comme une «machine à libéraliser»: comme un instrument institutionnel et idéologique permettant d'imposer les politiques néolibérales d'austérité budgétaire et salariale et, demain, peut-être, le grand bond en arrière du salariat précédemment évoqué; le moins qu'on puisse dire est que ces résultats présentent aussi toutes les caractéristiques de parfaits effets pervers de processus qui, échappant à leurs éventuels concepteurs et promoteurs, reviennent vers eux comme des boomerangs pour les menacer à leur tour.

Eclatement ou refondation?

Des éléments d'analyse précédents se dégage au moins une conclusion claire et certaine. A moins qu'elle ne parvienne à se refonder sur des bases radicalement différentes de celles, néo-

> libérales, sur lesquelles elle s'est édifiée jusqu'à présent, l'UE est condamnée à éclater à brève échéance. Et ce ne sont pas seulement les membres de l'eurocratie qui se trouvent confrontés à pareille alternative; celle-ci concerne tout aussi bien les forces qui entendent défendre les intérêts des couches populaires, directement

menacés tant par la «construction européenne» que par sa crise.

Comme nous l'avons vu plus haut,

l'eurocratie dans son ensemble entend poursuivre dans la voie néolibérale. C'est le cas notamment, outre des actuels dirigeants des institutions de l'UE (Commission, BCE, Eurogroupe, groupes majoritaires au sein du Parlement européen, etc.), des gouvernements des États constituant le noyau dur de la zone euro et le centre de l'UE: l'Allemagne, l'Autriche, le Benelux et la Finlande, auxquels on peut associer le Danemark et la Suède et que soutiennent, parmi les États non membres de l'UE, ceux de la Suisse et de la Norvège. Mais, sans remettre pour autant en cause le paradigme néolibéral, l'eurocratie ne se divise pas moins actuellement entre «durs» et plus ou moins «modérés». Les premiers entendent poursuivre dans cette voie coûte que

coûte, en exigeant l'application la plus rigoureuse possible des disciplines budgétaire et salariale exigées par l'UE pour apurer les comptes publics au plus vite, fût-ce au prix d'un éclatement de la zone euro voire de l'UE ellemême qui en écarterait les États qui ne peuvent plus ou ne veulent plus s'y soumettre. Exit donc la Grèce en attendant sans doute l'Espagne puis l'Italie. C'est précisément la perspective qui effraie les «modérés» qui font remarquer que, si l'UE peut encaisser le prix d'une défaillance radicale de la Grèce (elle l'a déjà payé pour une part), il ne saurait en aller de même s'agissant de ces «poids lourds» que sont l'Espagne et surtout l'Italie, comme nous l'avons vu: une défaillance de l'un ou l'autre de ces deux pays accompagnée de leur sortie de l'euro emporterait le système financier (et notamment bancaire) européen tout entier. Ceux-là plaident donc en faveur d'une modération relative dans les politiques d'austérité budgétaire et salariale, consistant essentiellement à étaler dans le temps l'apurement exigé des finances publiques des États «sudistes», à mutualiser une partie des dettes publiques (selon les différentes formules évoquées plus haut) voire à autoriser la BCE à financer les dettes publiques en prêtant directement aux États, sous certaines conditions. Ils sont évidement soutenus par les gouvernements des États «sudistes» faisant valoir que les exigences d'ajustement auxquelles l'UE les soumet sont intenables dans le court terme et que, faute d'un redémarrage de l'accumulation, elles ne pourront pas même être satisfaites à moven terme. Les quelques partisans d'une telle relance sur des bases néokevnésiennes que compte l'eurocratie peuvent ici commencer à faire entendre leurs voix, sans avoir rien obtenu de substantiel pour l'instant, comme nous l'avons vu. Les décisions tout comme l'absence de décisions sur des points importants au terme du dernier Conseil européen qui s'est tenu fin juin dernier s'expliquent par le rapport de forces actuel entre ces différentes tendances ou nuances, dessinant un fragile équilibre que le prochain rebondissement de la crise de l'euro fera voler en éclats.

Celui-ci interviendra à la faveur du prochain défaut de paiement de l'un des États «sudistes» parmi les plus endettés, la Grèce sans aucun doute. Se trouveront alors placés au pied du mur non seulement les eurocrates mais les forces sociales et politiques qui, à l'intérieur du ou des États défaillants, entendent défendre les intérêts des couches populaires. Les orientations et mesures politiques qu'ils devront adopter à cette fin ont déjà été détaillées par ailleurs : d'une part, un allègement de la dette publique pouvant aller de sa simple restructuration (annulation d'une partie de la dette accompagnée du



c'est bien ce qui menace l'Italie dans son ensemble et une bonne partie (méridionale et occidentale) de la France. Et c'est pour n'avoir pas tenu compte de la réalité des inégalités de développement et d'avoir soumis ses États membres à des contraintes propres à les aggraver que la zone euro se trouve aujourd'hui en crise et, pour tout dire, au bord de l'éclatement.

Implosion potentielle par récession économique et régression sociale et explosion potentielle par impossibilité de tenir les règles corsetant les politiques budgétaire et salariale et par creusement des inégalités socio-spatiales de développement, tels sont les résultats majeurs de trente ans de «construction européenne». Au regard de cette conclusion, la question de savoir si ces résultats ont été volontaires ou non se résout d'elle-même. Sans exclure que la «construction eurorééchelonnement du remboursement du restant) jusqu'à sa récusation pure et simple, faisant valoir que cette dette est illégitime dans son principe même⁴, complétée par la nationalisation du secteur bancaire pour prévenir l'écroulement que provoquerait la récusation de la dette dont il détient une part plus ou moins importante des titres; d'autre

part, un nouveau partage, moins inégalitaire, de la richesse sociale, combinant une hausse de la masse salariale (par création d'emplois privés et publics et augmentation des salaires directs et indirects) et une fiscalité plus lourde pesant sur le capital (les entreprises), les hauts revenus et les gros patrimoines⁵

Toute la question est de savoir

si la mise en œuvre d'une pareille politique, qui tourne clairement le dos aux exigences d'austérité budgétaire et salariale, sera ou non compatible avec le maintien des États qui la mettraient en œuvre dans la zone euro et l'UE. Leur maintien dans ce cadre supposerait que les fondements de l'UE soient profondément révisés; et pareille révision ne pourrait intervenir qu'au terme d'un rapport de forces victorieux sur les instances eurocratiques gardiennes de l'orthodoxie néolibérale, leur permettant d'entraîner d'autres États à leur suite dans cette voie alternative. A cette fin. ils disposeraient de deux atouts: d'une part le caractère d'autant plus coopératif des mesures préconisées et prises qu'elles seraient étendues à plus d'États au sein de la zone euro et de l'UE, d'autre part le chantage d'une rupture avec la zone euro voire avec l'UE et du coût qui en résulterait pour l'ensemble des autres États membres, proportionnel au poids des États qui en sortiraient. Bref, les partisans de la refondation de l'UE pourraient faire valoir aux peuples européens qu'ils ont tout à gagner à voir leurs gouvernements s'engager dans la voie nouvelle ainsi ouverte et qu'ils auraient au contraire tout à perdre à les contraindre de s'y engager seuls.

Pour autant, leur marge de manœuvre serait limitée et d'autant plus limitée que leur poids à l'intérieur de la zone euro et de l'UE serait restreint. Face à un «poids plume» (comme la Grèce par exemple), il est à craindre que le bras de fer précédemment évoqué ne tourne au désavantage de ce dernier, en ne lui laissant d'autre issue que de sortir de la zone euro. Il en irait de même si, dans un État, la situation socioéconomique venait à se dégrader au point qu'il n'y aurait plus rien à négocier avec les instances européennes: ce pourrait être le cas d'un «poids lourd» (comme l'Italie) dont la défaillance excèderait d'emblée les capa-



cités d'intervention de l'UE. Quoi qu'il en soit, il ne faut pas sous-estimer les difficultés et les risques d'une pareille voie⁶. Ce qu'il adviendrait d'un État (ou groupe d'États) sortant ainsi de la zone euro ou même de l'UE dépendraient alors du déroulement de la crise nationale qui en résulterait, soit du rapport de forces qui s'établirait entre classes, blocs sociaux et formations politiques à l'intérieur de cet État. La mise en œuvre du précédent programme impliquerait alors sa radicalisation, en liaison avec une mobilisation populaire étendue, impliquant notamment: des mesures protectionnistes (notamment quant au contrôle des changes) pour parer aux effets ravageurs que le couple dévaluation-inflation exercerait sur la nouvelle monnaie nationale qui viendrait se substituer à l'euro; la constitution, sur la base de la nationalisation des banques. d'un fonds social d'investissement au bénéfice des services publics, des équipements collectifs, du secteur de l'économie sociale et des entreprises autogérées; la socialisation de toutes les industries stratégiques et leur reconversion de manière à satisfaire besoins sociaux et contraintes écologiques, au terme d'un débat et d'une décision démocratiques impliquant pleinement les travailleurs; la socialisation et le développement des services publics et des équipements collectifs sous le contrôle de comités composés de salariés et d'usagers, impliquant l'institution de leur gratuité7. En permettant aux couches populaires de se réapproprier leurs conditions sociales d'existence et les moyens de les produire, ces mesures permettraient de

(re)donner un contenu concret à la notion de recouvrement de la souveraineté populaire (nationale) lié à la rupture avec le carcan de l'UE. Sans compter que ce serait la meilleure manière de couper l'herbe sous les pieds d'une droite et d'une extrême droite qui ne manqueraient pas de mener campagne simultanément sur ce même thème,

mais en lui donnant un contenu réactionnaire et xénophobe tout différent de celui, du type «préférence nationale», derrière lequel se regrouperaient alors les classes possédantes, bourgeoisie en tête. Bref, comme d'habitude, c'est la bonne vieille lutte des classes qui continuerait alors à écrire l'histoire.

Alain Bihr (12 août 2012)

[Tous les numéros d'A Contre Courant cités dans les notes qui suivent sont en accès libre s u r l e s i t e www.acontrecourant.org catégorie «anciens numéros en format PDF»]

- 1) «Économie politique du "système-euro"», en ligne : http://hussonet.free.fr/ et http://alencontre.org/laune/economie-pol itique-du-systeme-euro.html
- 2) La suite de l'article intègre un certain nombre d'éléments élaborés avec Charles-André Udry lors d'une discussion début août
- 3) Cf. «Introduction générale», La préhistoire du capital, Page 2, 2006, pages 53-72.
- 4) Une argumentation en ce sens a été développée dans «Sommaire rappel de quelques vérités élémentaires sur la dette publique», A Contre Courant, n°162, février-mars 2005 et dans «Que cache la croissance de la dette publique ?», A Contre-Courant, n°211, janvier-février 2010. Cf. aussi l'article «Dette publique» dans La novlangue néolibérale, Page 2, 2007.
- 5)Le détail en a été exposé dans «Sur la crise (6) : Les voies d'une alternative», A Contre-Courant, n°229, novembre 2011, en reprenant là encore des suggestions avancées par Michel Husson.
- 6) Ils ont été détaillés dans l'article cité dans la note précédente.
- 7) Pour un exposé plus détaillé des mesures faisant partie d'un «programme de transition», cf. la dernière partie de «Sur la crise (2) : A la croisée des chemins», A Contre-Courant, n°200, décembre 2008.

La vieille taupe et le talon de fer

Marc Lefebvre et Isabelle Mély

Marxisme, dernier refuge de la bourgeoisie? C'est sous ce titre, que les Editions Entremonde ont publié en 2011 la traduction française d'un recueil des derniers textes écrits par Paul Mattick (1904-1981). Ce théoricien marxiste, partisan des conseils ouvriers, a écrit d'autres essais publiés en français dont Marx et Keynes (Gallimard, 2010) et de nombreux articles recensés en fin d'ouvrage.

La première partie *Marxisme et économie bourgeoise* revient sur l'exposé théorique et pointu de la notion de la théorie de la valeur. L'objectif est de montrer comment la théorie de Marx est inconciliable avec l'économie bourgeoise, même si celle-ci tend à récupérer certains concepts marxistes.

La deuxième partie *Révolution et réforme*, analyse deux formes principales du mouvement marxiste, la socialdémocratie allemande et le bolchévisme, en montrant par quelles étapes ces mouvements ont abandonné les buts révolutionnaires pour adopter une attitude réformiste, ne différant que sur les moyens de conquérir le pouvoir d'Etat.

Le troisième texte Le marxisme, hier, aujourd'hui et demain, écrit en 1978, est saisissant d'actualité. Dans cet essai, l'auteur revient sans complaisance sur les processus historiques qui ont conduit aux défaites du mouvement marxiste, qui « à ses débuts, a terriblement sous-estimé les énormes difficultés que représentent une révolution sociale et une reconstruction communiste » (p. 391). Malgré tout, le marxisme reste « la seule théorie qui ait été empiriquement confirmée par le développement du capitalisme. [...] C'est la raison pour laquelle le marxisme ne peut disparaître tant que le capitalisme subsiste. » (p. 391)

Nous vous proposons d'entrer dans cet ouvrage en posant une question qui nous taraude tous, en ces temps de crise majeure du capitalisme : Pourquoi le mouvement ouvrier ne se dresse-t-il pas face à ses exploiteurs ? Ou, pour reprendre le titre d'un éditorial d'A Contre-courant (n° 206, juillet 2009) : «Qu'est-ce que tu fous, vieille taupe ?». Voici une des réponses de Paul Mattick. Vous pourrez lire d'autres extraits de l'ouvrage dans la version longue de cet article mis en ligne sur le site : www.acontrecourant.org (catégorie «Tous les articles», «parution du n°238»).

«L'Histoire, bien sûr, les gens doivent la faire par la lutte des classes. Si le déclin du capitalisme est chose certaine, comme l'attestent la concentration constante du capital et la centralisation du pouvoir politique, d'une part, et de l'autre l'anarchie croissante du système, en dépit ou à cause de toutes les tentatives visant à créer une organisation sociale plus efficace, il se pourrait que cela prenne pas mal de temps. Ce sera le cas à moins que la classe laborieuse et avec elle tous ceux qui ne parviennent à assurer leur existence au milieu de conditions sociales en détérioration n'y coupent court en déclenchant des actions révolutionnaires. Mais au-delà de ce point, l'avenir du marxisme devient extrêmement flou. L'avantage que détient la classe dominante avec ses instruments de répression doit être contrebalancé par une force supérieure à celle que la classe ouvrière a été capable de rassembler jusqu'à présent. Il n'est pas inconcevable que cette situation perdure, ce qui condamnerait le prolétariat à payer de plus en plus lourd son impuissance à agir selon ses intérêts de classe. Plus encore, il n'est pas exclu que le maintien du capitalisme aboutisse à la destruction de la société tout entière. Le capitalisme restant menacé de crises catastrophiques, les nations auront tendance, comme par le passé, à recourir à la guerre pour se sortir de leurs difficultés, au détriment d'autres puissances capitalistes. Ce qui inclut la possibilité d'une guerre atomique, et, au point où en sont les choses aujourd'hui, la guerre paraît même plus probable qu'une révolution socialiste internationale. Bien que les classes dirigeantes soient parfaitement conscientes des conséquences d'un conflit nucléaire, elles ne peuvent tenter de l'éviter que par un équilibre de la terreur, c'est-à-dire en rivalisant dans l'extension de l'arsenal atomique. Peut-être ont-elles l'intention d'éviter une destruction réciproque, mais cela n'affecte guère la probabilité d'un tel évènement. Une situation aussi terrifiante a ruiné la confiance d'autrefois en l'inévitabilité d'une révolution socialiste victorieuse.

L'avenir restant ouvert, même s'il est déterminé par le passé et les conditions du moment, les marxistes partent nécessairement du principe que la route du socialisme n'est pas coupée et qu'il reste encore une chance d'abattre le capitalisme avant qu'il ne s'autodétruise. Le socialisme se présente aujourd'hui non seulement comme le but du mouvement ouvrier révolutionnaire mais comme la seule alternative à une destruction totale ou partielle du monde. Cela suppose évidemment l'émergence de mouvements socialistes qui reconnaissent dans les relations capitalistes de production la source

d'une misère sociale croissante et d'une chute effroyable vers la barbarie. Pourtant après plus de cent années d'agitation socialiste, l'espoir en semble bien mince. Ce qu'une génération a appris, la suivante l'oublie, menée qu'elle est par des forces qui échappent à son contrôle et donc à sa compréhension. Les contradictions du capitalisme, système d'intérêts privés déterminés par les nécessités sociales, se reflètent non seulement dans l'esprit des capitalistes mais aussi dans la conscience du prolétariat. Les deux classes réagissent aux résultats de leur propre activité, comme si ces résultats étaient imposés par des lois naturelles intangibles. Soumis au fétichisme de la marchandise, ils voient dans le mode de production capitaliste, historiquement limité, une donnée éternelle à laquelle chacun doit s'adapter. Comme cette vision erronée conforte l'exploitation du travail par le capital, elle est évidemment encouragée par les capitalistes en tant qu'idéologie de la société bourgeoise, et inculquée au prolétariat.

Les conditions capitalistes de production sociale forcent la classe ouvrière à accepter son exploitation, seule possibilité d'assurer son gagne-pain. Les besoins immédiats du travailleur ne peuvent être satisfaits que s'il se soumet à ces conditions et à l'idéologie qui les exprime. Il acceptera généralement l'une et les autres comme représentant la réalité qu'on ne peut défier sans risquer sa vie. S'il s'affranchit de l'idéologie bourgeoise, cela ne changera rien à sa situation réelle dans la société et ne sera, au mieux, qu'un luxe qu'il s'offre dans une situation de dépendance. Quel que soit le degré d'émancipation idéologique qu'il atteigne, en pratique il est bien obligé de faire comme s'il restait sous l'emprise de l'idéologie bourgeoise. Sa pensée et ses actions se contredisent nécessairement. Il peut se rendre compte que ses besoins individuels ne peuvent être assurés que par des actions collectives de la classe, mais il reste forcé de pourvoir à ses besoins immédiats individuellement. La double nature du capitalisme : production sociale pour un profit privé, réapparaît dans l'ambiguïté de la situation du travailleur, à la fois individu et membre d'une classe sociale.

C'est cette situation, plutôt qu'un quelconque conditionnement, qui rend les ouvriers incapables de surmonter l'idéologie capitaliste et rétifs à s'exprimer et à agir en fonction de l'attitude anti-capitaliste qu'entraîne leur condition de salariés. Ils ont parfaitement conscience de leur statut de classe même s'ils le nient ou se le masquent, mais ils voient aussi l'énorme puissance qui menace de les détruire s'ils osaient seulement défier les relations de classe capitalistes. C'est aussi pour cette raison qu'ils choisissent des moyens réformistes plutôt que révolutionnaires pour extorquer des concessions à la bourgeoisie. Leur manque de conscience révolutionnaire n'exprime rien d'autre que les véritables rapports de force dans la société, lesquels ne peuvent évidemment pas être changés à volonté. Un « réalisme » prudent, c'est-à-dire la reconnaissance des limites assignées à leurs activités, détermine leurs pensées et leurs actions et trouve sa justification dans la puissance du capital.

S'il n'est pas accompagné d'actions révolutionnaires de la part de la classe ouvrière, le marxisme n'est rien de plus que l'intelligence théorique du capitalisme. Ce n'est pas la théorie d'une pratique sociale réelle visant à transformer le monde et capable de le faire, mais une idéologie qui anticipe sur une telle pratique. Son interprétation de la réalité, si correcte soit-elle, n'influe pas de manière sensible sur les conditions immédiates. Elle se borne à décrire la situation réelle dans laquelle se trouve le prolétariat et en remet la transformation aux actions futures des ouvriers euxmêmes. Mais les conditions mêmes où se trouvent les ouvriers les soumettent à la domination du capital et ne leur permettent, au mieux, qu'une attitude d'opposition résolue, en fait idéologique. En période d'expansion, les luttes de classes qu'ils mènent renforcent leur adversaire et affaiblissent leurs propres tendances à la résistance. Le marxisme révolutionnaire n'est donc pas une théorie de la lutte de classes en soi, mais une théorie de la lutte de classes dans des conditions spécifiques, celle du capitalisme déclinant. Elle ne peut pas acquérir d'efficacité dans les conditions « normale » de la production capitaliste, et doit attendre que celles-ci soit désintégrées. C'est seulement quand le «réalisme» prudent des ouvriers cesse d'être réaliste et quand les réformes deviennent utopiques - c'està-dire quand la bourgeoisie ne peut se maintenir qu'en aggravant sans cesse les conditions de vie du prolétariat - que des révoltes spontanées peuvent conduire à des actions révolutionnaires suffisamment puissantes pour renverser le régime capitaliste.

Jusqu'à maintenant, l'histoire du marxisme révolutionnaire a été celle de ses défaites, au nombre desquelles il faut compter les victoires apparentes qui ont abouti à la constitution des capitalismes d'Etat. Il est clair que le marxisme des débuts n'a pas seulement sous-estimé la résilience du capitalisme, mais que se faisant, il a également surestimé la capacité de l'idéologie marxiste à influer sur la conscience de classe du prolétariat. Le changement historique, même accéléré par la dynamique capitaliste, reste un processus extrêmement lent, surtout mesuré à l'aune d'une vie humaine. Mais l'histoire de l'échec est aussi celle des illusions abandonnées et de l'expérience acquise, sinon pour l'individu au moins pour la classe. Il n'y a aucune raison de supposer que le prolétariat est incapable de tirer les leçons de l'expérience. Et, de toute façon, en dehors même de ces considérations, ce sont les circonstances qui l'obligeront à trouver le moyen d'assurer son existence hors du capitalisme lorsque cela sera devenu impossible dans le cadre de celui-ci. S'il est impossible de prévoir à quoi une telle situation ressemblera précisément, une chose reste claire : la classe ouvrière ne peut se libérer de la domination capitaliste que par sa propre initiative, et le socialisme ne peut être réalisé que par l'abolition de la société de classes, mettant fin au capitalisme. La réalisation de cet objectif sera tout à la fois la vérification de la théorie marxienne et la fin du marxisme. » (p. 392 à 396)

Depuis de nombreuses années, les éditos d'ACC et d'AL sont publiés dans les deux revues, avec un léger décalage dans le temps, parfois, quand les dates de nos parutions respectives ne correspondent pas. Nous publions ci-dessous l'édito du numéro 221 (Octobre 2012) d' "Alternative Libertaire".

Quand elle est diffusée en kiosque (une fois sur deux seulement car AL est victime des obstacles matériels et financiers que met désormais Presstalis à la diffusion de la petite presse), cette revue coûte 2 euros au numéro. Elle est aussi disponible par abonnement : 20 euros pour un an (11 numéros) à adresser à "Alternative libertaire" BP 295 75921 PARIS cedex 19.

L'opium de la presse

On aurait pu s'attendre à ce que la rentrée de septembre soit marquée par un vaste mouvement de solidarité avec les Rroms, ou au moins une manif, comme le 4 septembre 2010, après l'été où Sarkozy avait lancé sa fatwa contre ces derniers. On aurait aussi pu s'attendre à ce que le licenciement post-électoral de dizaines de milliers de salariés mette la situation sociale à la une. Il est vrai que les travailleurs et travailleuses d'Arcelor Mittal ont multiplié les actions de blocage et d'occupation, que les salariés de PSA ont manifesté plusieurs fois... Mais rien de tout cela.

La presse avait mieux : un choc des civilisations. La recette est bien rodée. Un mouvement d'extrême droite lance une provocation, quelques émeutes suivent, un raz de marée de... 250 islamistes à Paris, et les politiciens de tous poils accourent pour s'inquiéter du danger islamiste, s'interroger sur le droit des islamistes à manifester dans Paris... Naturellement, le dernier acte de ces mélodrames médiatico-religieux se joue lorsque le FN, ou d'autres mouvements racistes, arrivent à se faire passer pour défenseur de la laïcité.

Pourtant, le débat n'était pas vraiment le même lorsqu'il y a un an quelques centaines de catholiques intégristes manifestaient, devant les théâtres où se jouaient des pièces représentant le Christ. La préoccupation laïque semble bien loin lorsque le ministre Manuel Valls assiste le 22 septembre à Troyes à la béatification du très antisémite père Louis Brisson.

A nous de montrer que les anticapitalistes, au lieu de suivre le mouvement général, ont mieux à dire et à faire sur ces questions : combattre le concordat qui finance 4 religions en Alsace-Moselle et en Outre Mer, combattre le fascisme d'où qu'il vienne et imposer nos luttes contre l'exploitation capitaliste.

Alternative Libertaire

La guerre qui vient

De la contre-insurrection rurale à la contre-insurrection urbaine

1 - Une nouvelle configuration géo-stratégique

«La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens» (Clausewitz). La technologie la plus sophistiquée constitue la modalité contemporaine de la guerre. Il n'y a pas une essence supra-temporelle de la guerre. Une essence qui échapperait à ses déterminations historiques. La guerre est un phénomène social total qui connaît de profondes métamorphoses. Aujourd'hui on parle même de guerres propres. De frappes chirurgicales. Orwell dirait la paix c'est la guerre et réciproquement.

La gauche radicale n'a pas l'habitude de s'intéresser à la politique militaire. Pourtant la guerre est partout. Non seulement sur les champs de bataille. Mais aussi sur les écrans et les consoles de jeux. A tel point qu'on pourrait parler d'un complexe militaro-industriel-ludique. La guerre est devenue un divertissement à part entière. Nos villes s'équipent insidieusement pour la guerre. Une guerre de classe. La mondialisation marchande est une mondialisation armée.

Ce que je voudrais montrer c'est qu'une nouvelle stratégie militaire se met en place à l'ombre des états impérialistes. Stratégie qui construit ses propres cibles et délimite un nouvel espace géographique et mental. Pour contrer la baisse tendancielle du taux de profit, le capital investit massivement dans les armes de haute technologie. Cette réorientation stratégique de l'impérialisme s'inscrit dans un contexte marqué par:

- La fin de la guerre froide. L' effondrement de l'URSS semble dégager l'horizon pour une l'hégémonie américaine. Une hégémonie aujourd'hui fragilisée. Du même coup, l'ancien ennemi s'évapore (le péril rouge). Il faut reconstruire un ennemi adaptée à la nouvelle donne géostratégique et incarnant le mal absolu.
- L'approfondissement de la crise provoquée par la financiarisation de l'économie. A noter qu'aux Etats-Unis le taux de profit décline dès septembre 2006. C'est à dire bien avant la crise. Il y a conjonction entre une crise économique mondiale et une crise de la domination américaine.
- Le développement exponentiel des nouvelles technologies qui permettent de classer, repérer, poursuivre et cibler. Ces nouvelles technologies constituent

l'un des vecteurs de la mondialisation libérale.

- Le déplacement des conflits des zones rurales vers les zones urbanisées ou semi-urbanisées des grandes métropoles en voie d'expansion. Bref du Vietnam on passe à Bagdad, Kaboul, Gaza. Demain: Téhéran ? J'y reviendrai.

Depuis 2001, La notion de *«guerre illimitée au terrorisme»* a pour horizon une guerre civile impitoyable et sans fin. La guerre est à elle-même son propre but. La guerre devient permanente et se fragmente en guerres régionales. Guerres régionales qui mettent en oeuvre des forces non-étatiques. La guerre recourt de plus en plus aux troupes mercenaires. Ces dernières représentaient en 2005, la deuxième force d'occupation en Irak

Si la guerre devient illimitée dans l'espace et dans le temps. l'ennemi n'est plus qu'un monstre insaisissable. Un monstre qu'il faudra finir par exterminer. Aucune paix n'est possible. Le terroriste échappe à tout statut juridique ou social. Il est un criminel pathologique. Rien ne s'oppose à sa liquidation. La notion de guerre au terrorisme permet d'évacuer toute dimension politique des conflits. La mondialisation libérale suscite d'ailleurs une crise sans précédent du politique. Non pas que l'intervention de l'Etat soit devenue inutile. Etat qui serait réduit à son rôle purement régalien. Au contraire. «La concurrence libre et non faussée» ne peut s'exercer qu'à partir de l'intervention de l'appareil d'Etat. Intervention législative, juridique, policière, militaire. L'économie de marché n'est pas une donnée naturelle mais une construction étatique. Dans le cadre du néolibéralisme, le capital financier s'associe à l'Etat afin d'élaborer de nouvelles règles de fonctionnement.

Dans un premier temps je montrerai comment on est passé du rural à l'urbain. Les cibles militaires de l'impérialisme ne sont plus directement situées dans les rizières, les forêts ou les terres arides mais plutôt dans les villes, les banlieues, les ghettos, bidonvilles et favelas. Puis dans un deuxième temps je montrerai comment la capital financier a structuré un nouvel urbanisme placé en permanence sous contrôle. La guerre robotique met en oeuvre les nouvelles technologies permettant de cibler et de tuer ce nouvel ennemi abrité dans les profondeurs des nouvelles mégalopoles. Enfin, nous verrons justement comment «la stratégie du choc» parfaitement analysée par Naomi Klein permet d'éclairer la nouvelle politique militaire de l'impérialisme.

2 - Du rural à l'urbain

Les guerres coloniales se déroulent dans un environnement principalement rural (Indochine, Algérie, Vietnam). L'ennemi est un indigène-partisan (Viêt, guérilléro, fellagha) enraciné dans son milieu. Cet ennemi ne se distingue guère du civil. Il est caché au sein d'une population essentiellement rurale. Il se fait à la fois invisible et omniprésent. Durant la guerre d'Algérie, la DGR (Direction Générale du Renseignement) propose de quadriller le territoire algérien. Quadrillage qui consiste à répertorier l'ensemble des habitants, leurs lieux de vie et leurs mouvements pour les surveiller en permanence. L'objectif est de couper la population du maquis. Lors de la bataille d'Alger en 1957, le Dispositif de protection urbaine (DPU) a pour objectif de rationaliser l'emploi de l'armée en ville en mettant en oeuvre un quadrillage de la ville et, plus particulièrement, des quartiers musulmans. Ce dispositif devait éviter le retour en ville du FLN et favoriser la mobilisation en cas de crise. C'est d'ailleurs ce dispositif qui a constitué un des points d'appui du coup d'Etat du 13 mai 1958.

Face à la guerre froide, paniquée par la perte de l'Empire et la menace révolutionnaire, une partie de la classe dominante est convaincue de la nécessité du contrôle total de la population. La querre coloniale devient le laboratoire de ce projet. Le général Allard déclarait en 1956 : «L'étude de la guerre révolutionnaire n'est pas, ne doit pas être l'apanage des seuls militaires, car la guerre révolutionnaire n'est pas dans son essence une guerre militaire de conquête territoriale, mais une lutte idéologique de conquête des esprits, des âmes.» La propagande devient une arme essentielle dans la contre-révolution.

Ce qui s'est passé à Paris le 17 octobre 1961 constitue un tournant. La manifestation de la population musulmane a été gérée comme une véritable émeute armée. La police elle-même était armée. Il y eut planification systématique de la répression. La figure de l'indigène-partisan a été détruite symboliquement et physiquement. A partir des années 1970, on reconstruit la figure de l'ennemi intérieur sur une base socioethnique. Désormais, l'espace urbain sera quadrillé par un dispositif. militaro-

policier qui va ouvrir la porte au modèle sécuritaire. A partir de 1990, à la suite des révoltes dans les quartiers populaires (Vaulx-en-Velin, Sartrouville, Mantes-la-Jolie et Meaux) les renseignements généraux se reconvertissent dans la surveillance «des subversions cachés dans les cités».

La défense opérationnelle du territoire (DOT) planifie la poursuite et l'élimination de l'ennemi intérieur depuis 1962. L'instauration du plan Vigipirate en 1978 accentue le quadrillage et la surveillance du territoire, intensifie les niveaux d'alerte, les patrouilles en armes et la psychose de peur. Il s'agit d'une politique délibérée de mise en condition de l'opinion publique.

Le colonel Jean-Louis Dufour, spécialiste de la guerre en milieu urbain écrit en 1992 dans la revue Défense nationale: «Terroriser et démoraliser l'adversaire et donc détruire ses cités sont deux exigences de la guerre totale...la ville est l'objectif majeur des guerres civiles.». Du 25 au 28 février 2008 se tient au Centre national d'entraînement des forces de gendarmerie un exercice commun gendarmerie-police-pompiers permettant de tester plusieurs opérations de maintien de l'ordre en milieu péri-urbain sensible. Sont employés: tireurs d'élite et véhicules blindés. Désormais c'est la vie urbaine qui est progressivement placée sous surveillance et militarisée. Ce phénomène va se développer et s'amplifier dans toutes les grandes métropoles américaines et européennes. Il s'agit maintenant de contrôler et de criminaliser les populations des grandes métropoles. Les banlieues françaises sont désormais considérées comme des «colonies intérieures»

Les années 1990 constituent un tournant. De 1989 à 2000, 23 émeutes dans le monde ont été déclenchées par la mort d'un jeune. La responsabilité des forces de l'ordre a toujours été engagée. On peut citer la France, les Etats-Unis, la Chine. La mondialisation et la hausse des prix alimentaires sont au coeur des émeutes à Kinshasa en décembre 1990. Les grandes villes de la république du Congo en septembre 1991 et janvier 1993, du Venezuela de mars à juin 1992, du Brésil, etc. sont le théâtre, d'émeutes de la faim. En novembre 1999, le mouvement altermondialiste affronte les forces de police à Seattle. En 2001, c'est la manifestation contre le G8 à Gênes. Manifestation contre laquelle les forces de l'ordre mettent en place une véritable stratégie militaire. En France, c'est l'embrasement des banlieues de novembre 2005, les émeutes de Cergy, Saint-Dizier, Vitry-le-François et le Champ-de-Mars de Juin 2008, d'Asnières le 14 juillet. Entre 2006 et 2008, l'Etat assiège la ville d'Oaxaca au Mexique. Le port marocain de Sidi Ifni a fait l'objet d'un raid militaire à la suite d'un banal conflit sur l'emploi. La ville de Redeyef dans le sud tunisien, à la merci du monopole des mines de phosphate, a connu des émeutes alternant avec des offensives militaires pendant six mois, de janvier à juin 2008. Silence total des médias. Une nouvelle configuration de la révolte se met en place. L'intervention des forces de l'ordre se militarise.

«Guerre aux frontières, ennemis à l'intérieur. Ennemis aux frontières, guerre à l'intérieur. La confusion des genres qui ouvre à la militarisation de l'action publique et à la déqualification symbolique de pans entiers de la population peut alors se généraliser. C'est exactement la logique qui a été adoptée par la politique du gouvernement français vis-à-vis des banlieues.» Alain Bertho

3 - Le nouvel urbanisme

L'espace urbain devient progressivement un point de focalisation déterminant de la lutte politique et de la guerre de classes. La ville constitue le lieu de valorisation par excellence du capital financier et symbolique. La financiarisation libérale colonise l'espace urbain. Au centre ville, on cherche à se retrouver entre soi. C'est le phénomène de gentrification combiné au développement des banques, bureaux, commerce de luxe, musées et quartiers réservés. La mégalopole se construit ainsi par l'exclusion. David Harvey montre comment aux Etats-Unis en 2007 «quelques deux millions de personnes, principalement des mères célibataires et leur famille, des Afros-Américains vivant dans les grandes villes et des populations blanches marginalisées, de la semi-périphérie urbaine, se sont vus saisir leur maison et se sont retrouvés à la rue. C'est ainsi que de nombreux quartiers des

centres-villes et que des communautés périurbaines entières ont été dévastées à cause des prêts consentis par les prédateurs des institutions financières.». Dans les mégalopoles des pays pauvres et émergents, les agences de développement financées par la banque mondiale bâtissent et protègent des «îlots de cybermodernité au milieu des besoins urbains non satisfaits et du sous-développement général.» (Mike Davis). La mégalopole monstrueuse devient un lieu de relégation sociale. Elle est perçue comme une obscure menace par les classes dominantes. Désormais, la doctrine de la guerre sans fin renforce la militarisation de la vie urbaine. Les grandes métropole mondiales organisent les flux financiers, façonnent le territoire et le développement géographique. «Avec leurs marchés boursiers, leurs technopoles, leurs salons de l'armement et leurs laboratoires d'Etat dédiés à la recherche sur de nouvelles armes, ces villes sont les cerveaux du processus actuel de mondialisation dans lequel la militarisation joue un rôle majeur.» (Stephen Graham). Les nouvelles techniques militaires urbaines favorisent un urbanisme de plus en plus prédateur et permettent de mettre en place des infrastructures hypermodernes dédiées à la financiarisation, à la consommation de luxe et au tourisme. Du même coup, «les forces ennemies» se dissimulent dans l'environnement urbain et les zones industrielles. Il faut domestiquer la ville. Cette domestication passe par la mise en place d'une technologie hypersophistiquée. Ces techniques élaborées dans les laboratoires militaires transforment les armées occidentales en forces contre-insurectionnelles high-tech. Chaque citoyen est une cible potentielle pouvant être identifiée et surveillée en

Vieille lutte

Mon fils m'a dit un jour : Vous êtes des vieux cons Avec tous vos discours. Et il avait raison. Soixante huit c'est fini, Ca ne reviendra pas. Vous n'avez rien compris. Nous, on ne veut plus de ça. Et il avait raison. Pourtant, contre une loi. Ils étaient des millions Marchant du même pas. Puis, les mêmes méthodes, Et puis le même sans, Des trucs vieux comme Hérode Pour effrayer les gens. Et ils ont découvert.

Comme je découvris.
Ce dur combat amer.
Ce combat qu'est la vie.
Et ces cerveaux en friche
Zui matraquent et qui tuent.
Seuls arguments des riches
Face au cri de la rue.
Même s'ils le réfutent.
Ce qu'ils ont vu en face.
C'est cette vieille lutte
Zui se nomme : des classes

«Poésie en bleu» Roland Massebeuf

ouvrier et délégué CGT à la fonderie de Peugeot-Sochaux, est reparti dans son Ardèche natale après les grèves de 1989. Recueil de poésie édité par les éditions Saint-Germain des prés novembre 1987 permanence. Les grandes agglomérations mondiales deviennent potentiellement les principaux champs de bataille.

A noter que dans de nombreux pays occidentaux, les zones rurales et périurbaines sont devenues le coeur du militarisme et du patriotisme le plus archaïque. Stephen Graham remarque que les ruraux sont majoritaires au sein de l'armée américaine. Entre 2003 et 2004, 44,3% des soldats morts au combat au cours des opérations en Irak étaient issus des agglomérations de moins de 20 000 habitants. La culture militaire américaine se caractérise par la haine des villes imaginées comme des lieux de décadence. Mutatis mutandis, on peut rapprocher ce phénomène de l'implantation rurale et péri-urbaine du vote Front National en France. L'isolement géographique, la fragmentation sociale, la dissolution des rapports de solidarité favorisent la construction des réflexes de peur et des crispations iden-

Le nouvel urbanisme libéral doit tout à la fois valoriser et consolider les grands pôles économiques et financiers tout en contenant dans d'étroites limites les populations considérées comme dangereuses, capables de mobilisation sociales ou de terrorisme infrastructurel. Il faut séparer les grandes villes du nord des multitudes menaçantes situées aux delà des barrières urbaines. Les manifestations. la désobéissance civile. le militantisme syndical sont criminalisés et considérés comme des actes de querre urbaine nécessitant une réponse militaro-policière adaptée. D'où la mise en place des projets de guerre high-tech. Une guerre propre et vertueuse!

4 - Les villes sous contrôle

La puissance militaire doit se déployer aussi dans l'espace urbain. Pour les experts du Pentagone, il faut pouvoir identifier et suivre les «cibles de guerre non conventionnelles», telles que «les individus et les groupes insurgés ou terroristes qui ont la particularité de se mêler à la société.».

La surveillance et le renseignement se concentrent désormais sur des techniques d'extraction de données, de pistage et de surveillance. La vidéosurveillance se démultiplie. Par exemple, les anglais sont surveillés par près de 2 millions de caméras. En France, les drones surveillent les Cités depuis plusieurs années. La biométrie, l'iriscopie, l'ADN, la reconnaissance de la voix, du visage, de l'odeur et de la démarche permettent de coder et de pister toute personne suspecte ou tout individu qui passera les frontières. Une agence américaine liée à la défense (Darpa) envisage de mettre au point un programme de détecteurs censés rendre les édifices urbains transparents. D'autres branches de la recherche militaire développent de nouveaux radars intégrés à d'énormes dirigeables qui survoleraient en permanence les villes occupées afin de réaliser des collectes massives de données. Des essaims de micro et nano-capteurs pourraient être lachés dans les villes pour fournir de l'information aux armes automatisées. Des robots tueurs son déjà à l'oeuvre sur les terrains d'opération. En 2006, les premiers robots armés de mitrailleuses et contrôlés à distance ont été utilisés à Bagdad. En 2007, l'armée israélienne annonce que la frontière entre Israël et Gaza sera la «première frontière automatisée» au monde avec des snipers robotisés.

L'armée américaine se concentre désormais sur les techniques de ciblage et de géolocaisation par satellite. Une guerre appuyée sur les réseaux est envisageable. Cette guerre devient une guerre propre et indolore pour la domination militaire américaine. Bref, on assiste à un tournant high-tech et urbain de la guerre. Les systèmes de surveillance doivent permettre de scruter tous les détails de la vie quotidienne dans les zones urbaines. La première étape est constituée par la surveillance permettant d'alimenter les bases de données. Une deuxième étape est caractérisée par «le développement d'armes terrestres et aériennes robotisées qui, une fois connectées aux systèmes de surveillance et d'identification (...) seront déployées pour (...) détruire sans relâche et de manière automatique.» (Stephen Graham). Les chercheurs de l'armée américaine développent déjà le concept d'insectes robotisés et armés qui reproduiraient le vol des insectes biologiques. On pourrait même envoyer des essaims de microrobots volants qui pourraient s'attaquer à l'ADN d'un individu et lui injecter des armes biologiques dans le sang. Il est vrai que la mentalité américaine est fascinée par la littérature science-fictionnelle. Cette fascination est largement exploitée par le complexe militaro-industriel et par l'industrie du divertissement. La guerre robotique est partout. Dans les jeux vidéo, les films et

Cette préparation à la guerre construit également des simulacres urbains destinés à conditionner et entraîner les futures troupes de l'impérialisme dominant. Une centaine de villes en miniature sont en construction autour du globe. La majeure partie se trouve aux Etats-Unis. D'autres sont situées au Koweït, en Israël, en Angleterre, en Allemagne et à Singapour. Elles simulent les villes arabes et les villes du tiers monde. Ces villes artificielles mobilisent tous les clichés racistes: orientalisme de pacotille, magma labyrinthique, absence de société civile. Les insurgés sont coiffés de keffiehs et armés de kalachnikovs AK47 et de lance-roquettes. Ces villes ne sont que des théâtres opérationnels aptes seulement à recevoir les marchandises produites par les multinationales. En quelque sorte, ce sont des villes poubelles dépourvues de toute humanité. Il

existe un simulacre électronique de Jakarta. Une portion de la ville de vingt kilomètres carrés a été numérisée dans tous ses détails avec une reproduction en trois dimensions. Une ville palestinienne a été reconstituée par des ingénieurs américains dans le désert du Néguev. Des jeux vidéos proposent même une réplique virtuelle de Bagdad. «L'armée américaine considère que jouer aux jeux vidéo est une forme d'entraînement militaire préalable tout à fait efficace.». Les systèmes de contrôle des drones s'inspirent directement des consoles Playstation. D'une certaine facon, la robotisation rend la guerre acceptable et la violence propre. La mort, le sang, la souffrance et les cris s'évaporent au profit du divertissement.

L'armée américaine s'inspire directement des pratique israéliennes. La bande de Gaza est devenue un véritable laboratoire. L'armée israélienne y a expérimenté des nouvelles techniques de contrôle et de guerre anti-insurrectionnelle. Cette guerre s'accompagne du déni total des droits accordés aux populations palestiniennes. Le mur de béton érigé en Cisjordanie sert de modèle aux troupes américaines afin de quadriller les quartiers de Bagdad. Israël se pose en exemple planétaire de l'urbanisme militaire contre-insurrectionnel et devient le quatrième plus gros exportateur d'armes et d'équipement de sécurité au monde. A la suite de la guerre au Liban en 2006, Israël a connu l'une de ses meilleurs années au plan économique. La bourse de Tel-Aviv a gagné 30 %.

Il faut noter que cette hypersophistication de la guerre se combine avec une accélération de la tendance à la privatisation. La guerre est sous-traitée. En Irak, les services de santé, les hébergements, l'approvisionnement et le soutien logistique sont privatisés. Il y a convergence entre le gouvernement américain obsédé par les nouvelles technologies de l'information et les industries de la sécurité. Naomi Klein considère qu'il s'agit de «a définition même du corporatisme: la grande entreprise et le gouvernement tout puissant combinant leurs formidables puissances respectives pour mieux contrôler les citovens.»

5 - Le capitalisme du désastre

Cette domination médiatico-sécuritaire relève à la fois d'une machine à commander et d'une machine à produire du spectacle. Machine à commander parce qu'elle exerce un pouvoir réel d'injonction et de contrôle sur les populations. Machine à spectacle parce qu'elle cherche à mettre en scène les menaces pour susciter peur et résignation. En France, les quartiers populaires sont soumis à une surveillance et à une répression expérimentales liées à la

mise en place, à l'échelle mondiale, du capitalisme sécuritaire.

La guerre qui vient cherche à créer un enfer urbain. C'est à dire à démoderniser, en particulier, les villes et les sociétés du Moyen-Orient. C'est à dire à détruire leurs infrastructures vitales, à rejeter les habitants au-delà du centre ville et à leur dénier tout droit. L'US Air proclamait qu'elle bombarderait l'Af-Force ghanistan jusqu'à ce qu'il «retourne à l'âge de pierre.». A propos de l'Irak, le sous-secrétaire général des Nations-Unis Martti Ahtisaari, faisant état de sa visite en Irak en mars 1991 déclare: «Presque tous les moyens de subsistance de la vie moderne ont été détruits ou fragilisés. L'Irak a été relégué, pour encore quelques temps, à l'ère préindustrielle, mais avec tous les handicaps liés à une dépendance postindustrielle reposant sur une utilisation intensive d'énergie et de technologie.». La majorité des décès (111 000 personnes) sont attribués aux problèmes de santé de l'après-guerre. L'UNICEF a estimé qu'entre 1991 et 1998 il y avait eu plus de 500 000 morts excédentaires parmi les enfants irakiens de moins de cinq ans.

L'ultralibéralisme met à contribution crises et désastres naturels pour imposer partout la loi du marché et la barbarie spéculative. C'est ce que Naoémi Klein appelle «le capitalisme du désastre». La guerre en Irak est exemplaire de ce point de vue. Elle accouche d'un «modèle de guerre et de reconstruction privatisée». Ce modèle est exportable dans le monde entier. Toute entreprise liée à la haute technologie (biotechnologie, informatique, télécom) peut facilement se présenter comme dédiée à la sécurité et justifier des mesures draconiennes en termes de ciblage et de surveillance. On peut penser que la guerre sans fin finisse par éradiquer la démocratie ellemême. Rien ne peut rester extérieur à la guerre totale.

Mais la guerre robotisée se heurte à ses propres limites. La crise de l'hégémonie américaine est accentuée par les échecs en Irak et en Afghanistan. Les effets dramatiques de la crise économique amplifient la menace de déstabilisation intérieur. Un ancien officier de l'armée de terre notait en 2008: «L'extension massive de la violence à l'intérieur des Etats-Unis contraindrait l'appareil de défense à réorienter ses priorités en urgence afin de défendre l'ordre intérieur fondamental et la sécurité humaine.» L'espace urbain virtuel, numérisé par les laboratoires militaires, ignore la dimension humaine. Il néglige l'homme dans sa dignité, dans sa capacité de résistance et de solidarité. Il ne prend pas en compte l'opinion publique internationale. De New-York à Athènes et de Madrid au Caire, la vieille poursuit son travail: Hic Rhodus, hic Taupe salta !...

Claude Luchetta (septembre 2012)

Lire:

- Alain Bertho: Le temps des émeutes (Bayard 2009)
- Stephen Graham: Villes sous contrôle (La découverte 2012)
- Naomi Klein: La stratégie du choc (Actes Sud 2008)

Mathieu Rigouste : L'ennemi intérieur (La découverte – 2009)

Un débat à poursuivre

L'article «La guerre qui vient», que vous venez de lire, met l'accent sur les nouvelles technologies guerrières, leur sophistication, y compris ludique qui interrogent sur la nature des guerres actuelles et à venir. La supériorité dans l'administration de la terreur de masse a permis aux Etats-Unis, notamment, de développer le pseudo concept de guerre propre ou d'opérations chirurgicales. Mais, au-delà des nouvelles notions employées, n'y a-t-il pas l'actualisation d'une vision ancienne, celle de la guerre éclair, ou de la guerre de mouvement susceptible d'écraser à peu de frais l'ennemi, voire à décapiter l'état major (assassinats ciblés à l'aide de drones) ?

Cet article appelle des réactions car il semble développer une conception unilatérale qui n'est compensée que par son dernier paragraphe, affirmant que tout cet arsenal moderne ne parvient pas à enrayer les révoltes de masse ou les aspirations contradictoires des peuples et des populations soumises aux diktats des puissances étrangères.

Quant à la criminalisation des populations marginalisées des grandes mégapoles, si elle n'est pas nouvelle (élimination des Black Panthers), elle soulève néanmoins un fait incontestable: la mondialisation financière a pour le moins accéléré sous diverses formes la concentration urbaine, la constitution d'énormes bidonvilles et le développement de maffias¹ plus ou moins incontrôlables, plus ou moins liées à des fractions des oligarchies dominantes. En fait, ce qui semble s'installer, à l'heure du déclin de l'hégémonie US² et de la montée des pays dits émergents, c'est le chaos. Les situations en Irak, en Afghanistan sont autant de défaites réelles sur le plan de la volonté d'instauration de régimes subordonnés aux Etats-Unis. On pourrait citer également l'exemple de la Libye, voire de la Syrie. Quant à une possibilité de guerre «propre» en Iran, elle semble inconcevable voire contreproductive car elle ressouderait une grande partie des masses autour des mollahs3. En revanche, ce qui est de moins en moins maîtrisable, c'est l'aspiration des peuples à la liberté et à la justice sociale, malgré les murs, la ghettoïsation, le quadrillage et la vidéosurveillance. Il y aurait lieu de s'interroger, non seulement sur les nouvelles techniques de guerre. mais également et surtout sur la réalité des contradictions et des conflits susceptibles d'entraîner des guerres civiles ou entre blocs de nations4. Ainsi, peut-on penser que sans la révolte populaire contre le dictateur libyen une intervention étrangère était inenvisageable et ce, sans évoquer le cas syrien beaucoup plus problématique ?

Quant au recours aux armées de métier et aux mercenaires, n'est-il pas une preuve de faiblesse, ne signe-t-il pas l'incapacité des Etats occidentaux à mobiliser leurs propres peuples et ce, malgré l'utilisation intempestive du conditionnement guerrier⁵ ? Au-delà de la peur répandue et de la prétention à protéger la population «utile», il y a l'idée irréaliste, vu l'arsenal dont on dispose, d'affirmer aux populations civiles : vous n'êtes pas impliquées, pour nous c'est un jeu, on s'occupe de tout pour assurer votre tranquillité. Reste que si la guerre est bien la continuité de la politique par d'autres moyens, encore faut-il en analyser les ressorts économiques, sociaux et politiques. C'est sous ces aspects que le débat devrait se poursuivre sans tomber dans un unilatéralisme technologique.

Gérard Deneux le 30.09.2012

- 1) Lire «le pire des mondes possible» de Mike Davis édition la découverte.
- 2) Lire à ce sujet «La nouvelle impuissance US» d'Olivier Zajic éd. l'œuvre et «Or noir et Maison Blanche» de Robert Baer éd. Folio.
- 3) C'est ce qui s'est produit lors de la guerre Iran-Irak. Ce fut une guerre de type 14/18, une guerre de position, de tranchées extrêmement meurtrière. Lire à ce sujet le livre remarquable de Robert Fisk «La grande guerre pour la civilisation» éd. la découverte.
- 4) La question iranienne et syrienne est susceptible de former des blocs de nations opposées (USA-Israël-UE-Arabie Saoudite/Chine-Russie...) tout comme la concurrence entre USA et Chine.
- 5) On voit mal les peuples se mobiliser derrière leurs dirigeants "la fleur au fusil" comme en 1914 pour une intervention extérieure prolongée. Quant à l'intervention de l'armée ou la possibilité d'une répression massive du type coup d'Etat, elle ne semble guère envisageable ni en Espagne, ni en Grèce dans la conjoncture actuelle même si certaines prémisses sont alarmantes (émergence de l'Aube dorée).

Presse libre en danger (7)

Harcèlement et inégalité tarifaire

A la lecture du courrier adressé au service de facturation de La Poste que nous publions intégralement ci-dessous, vous découvrirez que votre revue préférée est la cible de nouvelles et graves menaces. Sans tenir compte des règles en vigueur, la Plateforme Industrielle de Courrier (PIC) de Mulhouse vient en effet d'évaluer à la hausse le montant de la facture de l'envoi de notre dernier numéro (le 237, daté septembre 2012). Et pas qu'un peu : près de 200 euros. Pour notre petit budget, c'est considérable. Répétée sur les prochains envois, une telle hausse nous conduirait rapidement à l'asphyxie financière.

Nous n'avons pas l'intention de nous laisser faire, même si ce combat difficile commencé il y a plus d'un an absorbe beaucoup de notre énergie. Vous trouverez sur notre site internet, catégorie «presse libre en danger» les 6 premiers épisodes du récit de cette bataille pour la liberté d'expression et les moyens de la mener avec vous, lectrices et lecteurs, et avec toutes les équipes de tous les médias alternatifs. Merci de diffuser ces informations autour de vous et, si vous ne l'avez pas encore fait, de signer la pétition en défense de la petite presse en danger qui a déjà rassemblé plus d'un millier de signatures. N'oubliez pas non plus de vous (ré)abonner à tous ces petits journaux alternatifs et sans publicité qui font vivre un de ces rares espaces de réflexion et de vraie démocratie que le fric n'a pas encore gangrené.

A CONTRE COURANT

Mulhouse, le 4 octobre 2012

BP 12123 68060 MULHOUSE Cedex 2 courrier@acontrecourant.org

À

Direction du Service de facturation de La Poste
ADN Presse - 3, Avenue du Centre
BP 294 GUYANCOURT
78053 ST QUENTIN EN YVELINES Cedex

Lettre recommandée avec accusé de réception Objet : Contestation d'une pré-facturation sur un bordereau 1289 A

Mesdames, Messieurs,

Le 12 septembre 2012, en livrant les 1385 exemplaires du numéro 237 de la revue A CONTRE COURANT à la Plateforme Industrielle de Courrier (PIC Mulhouse) j'ai fourni, comme d'habitude, le bordereau déclaratif de dépôt de presse 1289A détaillant les différents niveaux de préparation (liasses Département, liasses Code Postal, liasses Toute France et les envois multiples), ainsi que les tarifs en vigueur et le prix total à payer. J'ai joint également, comme à l'accoutumée, un «état de préparation de routage» rempli à partir d'un modèle défini par un agent de la PIC Mulhouse où ce document est destiné à faciliter le travail de contrôle et de répartition des liasses des différentes catégories.

Dans le scénario habituel, le bordereau déclaratif est renvoyé le surlendemain à la boîte postale d'A Contre Courant, complété par le «Constaté de la Poste» qui, faisant office de pré-facturation, confirme toujours à quelques centimes près la somme à payer que je déclare. Ce n'est pas ce qui s'est passé cette fois : j'ai réceptionné en retour le 1289A avec près d'une semaine de retard, surchargé de ratures que l'on devine rageuses : elles concernent même les calculs automatiques (et bien sûr exacts) effectués par le petit logiciel intégré à la version électronique du bordereau. Ce serait comique, si, au bout du compte, le «Constaté de La Poste» ne comportait pas la mention arbitraire d'une majoration de 181,92 euros du montant à payer. L'auteur du «constaté Poste» a en effet décidé de nous appliquer sans raison explicite et sans nous avoir prévenus, le tarif maximal (appelé tarif «Toute France à trier»), comme si nous n'avions fait aucun travail de préparation. Emporté par son élan inflationniste et hostile, il est allé jusqu'à facturer deux fois les exemplaires rangés dans une des catégories (celle des envois multiples).

De tels écarts par rapport à l'exécution normale de cette tâche de contrôle et de pré-facturation s'expliquent d'abord par le contexte. Un contexte où tout agent de La Poste peut espérer aller au devant des souhaits de sa hiérarchie quand il met en difficulté une revue comme la nôtre. Un contexte où les autorités politiques et postales ont tout fait ces dernières années pour que disparaisse le dispositif progressiste de distribution de la presse, inspiré du programme du CNR. Et ce, sur fond de libéra-lisation/privatisation de La Poste. Dans ce contexte, des petites revues comme la nôtre sont constamment sollicitées. Dans le but de provoquer le découragement des équipes militantes qui portent ces revues ou de les mettre dans l'impossibilité matérielle de surmonter les obstacles artificiellement créés.

En matière de harcèlement postal, la revue A Contre Courant a été particulièrement gâtée ces derniers mois. Malgré nos protestations, des restrictions absurdes nous ont obligés à renoncer à l'insertion d'encarts depuis plus d'un an. A cela se sont ajoutées des consignes stupides qui nous contraignent à traverser toute la ville pour déposer à la PIC Mulhouse le moindre envoi complémentaire - même composé de seulement un ou deux exemplaires - avec, en plus, interdiction absolue de mettre deux numéros sous la même bande : le même destinataire devra donc les recevoir sous deux plis séparés que l'agent de la PIC doit enregistrer à l'aide de deux bordereaux différents préparés par nos soins, pour être ensuite dûment vérifiés, photocopiés et finalement facturés par votre service de facturation... pour un total qui parfois ne dépasse pas quelques dizaines de centimes. Cela n'empêche pas La Poste d'affirmer dans ses déclarations et dépliants officiels qu'elle fait des choix écologiques et qu'elle cherche à rationaliser sa gestion !.. C'est aussi au nom de la défense de l'environnement qu'on nous a suggéré de

présenter nos dépôts en nombre sous forme d'«envoi à découvert», c'est à dire sans emballage – ce qu'en fait nous pratiquons depuis toujours - pour nous faire savoir ensuite que nous n'y avons pas droit, vu le poids trop faible de notre revue. Et pour ajouter enfin qu'en pliant notre envoi, nous rendons, désormais, son conditionnement «défectueux». Quand nous avons objecté que, sans pliage, la fabrication des liasses exigée dans les consignes de routage devient matériellement impossible et que des exemplaires seraient abimés avant d'arriver à destination, on nous a répondu par un haussement d'épaules. Il est vrai que de

nouveaux textes - présentés dans une brochure de La Poste qui porte en première page la mention «solutions business» - envisagent désormais avec sérénité que l'acheminement d'une revue soit interrompu si «l'intégrité physique du pli» n'est pas maintenu...

Cela fait longtemps qu'en matière de routage et d'adressage nous subissons des ordres et des contre-ordres où la notion de service public, et même la simple cohérence, ont pratiquement disparues. Notre petite équipe de militants bénévoles a dû consentir des efforts durant plusieurs années pour, par exemple, réussir à imprimer sur chaque étiquette-adresse les quatre chiffres de «l'indicatif de distribution». Nous travaillons encore à l'amélioration du procédé et serons en mesure pour le prochain envoi d'imprimer également le nom du centre de tri distributeur à partir des données informatiques que nous achetons plus de 200 euros à une filiale de La Poste qui, par ailleurs, nous oblige à nous mobiliser tous les ans lors du renouvellement de l'abonnement pour compenser son organisation défaillante, et à nous mobiliser tous les mois pour compenser la médiocre qualité de ses produits à livraison aléatoire. Mais arrêtons là l'énumération : la liste des obstacles dressés et qui font entrave à l'exercice de la liberté d'expression est interminable.

Mais à quoi bon tous ces efforts dont l'intérêt pour la facilitation du tri et de l'acheminement d'une petite revue comme la nôtre n'est pas évident ? A quoi bon tous ces efforts, sachant que chaque fois que nous avons pu satisfaire une des exigences de La Poste, d'autres exigences plus lourdes encore nous sont été imposées ? A quoi bon tous ces efforts quand, d'un trait de plume, la PIC Mulhouse vient d'affirmer que nous n'avons réalisé aucune préparation et nous inflige une hausse tarifaire qui, si elle est appliquée à chaque envoi d'un numéro de notre publication, nous fera disparaître rapidement?

Nous savons bien, Mesdames, Messieurs, que la plupart des questions soulevées ici sortent du champ de vos compétences et que les dysfonctionnements



Dans une interview accordée le 18 mai dernier, la ministre de la culture, Aurélie Filippetti, déplorait que les aides publiques à la presse soient mal employées : «Une remise à plat des aides à la presse est incontournable. Il ne s'agit pas de remettre en cause ces aides, mais de mieux les cibler». Elle avait été plus précise dans une autre interview, déplorant qu'un tiers de ces aides aille «à une presse de loisirs qui n'en a pas vraiment besoin. Nous créerons donc un quichet unique, et orienterons la grande majorité des aides vers la presse qui s'adresse au citoven», suscitant d'ailleurs l'indignation de certains patrons de la presse magazine. Elle s'est contentée de rappeler dans ces interviews un des «60 Engagements pour la France» du candidat Hollande qui, dans ses meetings, était encore plus audacieux : il ciblait carrément «le lecteur citoyen, celui qui réfléchit, celui qui est dans la cité».

Chiche !... Il va falloir alors diviser par 5 ou 6 la facture des envois postaux d'une publication comme A Contre Courant - dont il est indéniable qu'elle fait réfléchir son lecteur citoyen qui est parfaitement dans la cité pour l'aligner sur celle de la presse QFRP (quotidiens à faibles ressources publicitaires) qui bénéficie encore, elle, des facilités de diffusion préconisées par la programme du CNR à la Libération. Vous n'y croyez pas ?... Allez donc consulter les grilles tarifaires accessibles à tous sur le site internet «Presse Poste». Et comment est-ce possible ?... La QFPR siège dans la «Commission Tripartite» où sont définis les tarifs. Elle a pu, avec des complices politiques et administratifs qui y siègent aussi, faire admettre que pour elle, les avantages d'une diffusion postale à bas coût devaient être conservés. Et progressivement supprimés pour la petite presse libre qui n'est pas représentée dans cette Commission.



dont nous sommes victimes aujourd'hui n'ont qu'un rapport lointain avec une mauvaise gestion de La Poste. Le problème est plus vaste. C'est pourquoi le présent courrier est largement diffusé en direction de nos lectrices et lecteurs, en direction d'autres responsables de la Poste, d'élus et de responsables politiques. Ce faisant, nous entendons rappeler que pendant la campagne présidentielle des promesses ont été faites en direction de «la presse citoyenne» qui, selon les dires du candidat élu, devrait notamment bénéficier d'une aide à la diffusion où La Poste - dont les missions de service public devraient être sauvegardées - peut jouer un rôle décisif pour compenser les défaillances des sociétés privées comme Presstalis. Nous entendons souligner aussi la discrimination tarifaire scandaleuse dont est victime la presse alternative : il faut en effet rappeler que l'acheminement d'un exemplaire d'A Contre Courant est facturé par La Poste à un tarif cinq à six fois plus élevé que l'acheminement d'un exemplaire du «Figaro», du «Monde» ou du «Parisien».

> Bref, pour la petite presse libre qui dérange, La Poste applique la double peine : harcèlement permanent et tarifs exorbitants.

> En attendant une égalité de traitement entre la presse politiquement correct et les publications comme la nôtre, nous vous demandons, pour l'immédiat, de ne pas tenir compte de la majoration arbitraire et inacceptable de 181,92 euros suggérée par la PIC Mulhouse et de facturer comme d'habitude l'envoi des 1385 exemplaires du numéro 237 de la revue A Contre Courant sur la base des calculs effectués par le logiciel intégré à la version électronique du bordereau 1289A qui tiennent compte de la préparation et du routage que nous avons effectués. Merci de nous transmettre le plus rapidement possible votre facture définitive (avec un double par la voie électronique, si nécessaire, à l'adresse courrier@acontrecourant.org) pour que nous puissions réagir face au prélèvement automatique sur notre compte que vous effectuez en général peu de temps après la facturation.

> Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions de croire, Mesdames, Messieurs, qu'au-delà de notre exaspération, notre détermination à défendre le service public postal et la liberté d'expression est intacte.

> > Pour l'équipe de la revue A Contre Courant,

B. Schaeffer

Un duo de généraux en retraite

Dans la rubrique «Rencontres et Lectures» de notre numéro 235 (juillet 2012) nous vous avons signalé la parution aux éditions le Manuscrit (20 rue des petits Champs 75020 PARIS, www.manuscrit.com) de l'ouvrage «Si c'était à refaire – une fraternité plus forte que la guerre d'Algérie» de Roger Winterhalter, appelé du contingent en 1960 et chargé pendant 27 mois de « rétablir l'ordre » en Algérie. Dans la préface de l'ouvrage, l'auteur - qui a été maire de Lutterbach (6000 habitants) de 1977 à 2001, «avoue très sincèrement (avoir) un peu peur d'être mal compris par certains Français». Un crainte fon-dée, puisque ces « Français » là, se sont littéralement déchaînés depuis le signalement de l'ouvrage dans un article des DNA du 9 août dernier qui révélait l'aide apportée par Roger Winterhalther au FLN. Depuis un général de corps d'armée à la retraite qui alerte le préfet et le ministre délégué aux anciens combattants, jusqu'au « Français » anonyme qui envoie insultes et menaces de mort, la droite haut-rhinoise mène bataille, montée sur le char de l'obscurantisme d'où partent parfois des tirs chargés de haine et de violence : sur un blog, un commentateur affirme fièrement que Winterhalter «aurait mérité le peloton d'exécution».

Pormenté en guerre

Présenté comme l'autorité militaire la plus élevée du Haut-Rhin (?), le général de corps d'armée Georges Pormenté s'est fendu d'un communiqué belliqueux. Même si «la loi d'amnistie couvre vrai-



semblablement les activités coupables de Roger Winterhalter »... «ce Monsieur (a) trahi,... infiltré,... volé.... organisé la désertion». Et ce monsieur, figurezvous, «a pu avoir le cynisme de demander et d'obtenir la carte du combattant de l'armée français». Le Général, qui fonce tête baissée, n'est pas à une approximation près : Roger Winterhalter a bien eu cette carte, mais sans l'avoir jamais réclamée. Pormenté a fait un cauchemar : le maire de Lutterbach, Roger Winterhalter, en train de «présider de très nombreuses manifestations patriotiques devant le monument aux morts de sa commune». Méfiez-vous de vos cauchemars, mon Général. Avant de les offrir à l'analyse publique, vous auriez mieux fait de prendre connaissance de la configuration dans la réalité : à Lutterbach, on a édifié, à côté du monument aux morts, un monument à la Vie où un forgeron casse des armes et les transforme en fleurs de la paix. Qu'importe, le Général, qui, lui, a servi en Algérie comme chef de section et commandant de compagnie, imagine le pire : le maire de Lutterbach pleurant «officiellement les victimes de la guerre d'Algérie dont certaines ont peut-être et même probablement été tuées par le résultat de sa trahison à l'époque».

Un Général aussi courageux et déterminé, sonnant la charge haut et fort, a pu rapidement rallier quelques troupes: l'actuel conseil municipal de Lutterbach (Winterhalter a été battu aux élections municipales de 2001) s'est immédiatement organisé en commando contre le traitre, et probable meurtrier que désigne Pormenté : «...l'ancien maire de Lutterbach, Roger Winterhalter, un habitué des provocations en tous genres (...) révèle avoir fait partie d'une cellule du FLN en tant qu'appelé dans l'armée française, facilitant ainsi des actions terroristes à l'égard de ses frères d'armes(...) La teneur de l'ouvrage a interpellè ét choqué les élus de l'équipe municipale majoritaire de Lutterbach (..) scandalisée de découvrir cette face cachée d'un homme public. (...) nous ne pouvons que dénoncer cet antipatriotisme militant. Il ne peut être perçu que comme contre-exemple des engagements républicains que chaque citoyen est invité à prendre par loyauté envers son pays.(...) «Scandalisés», «choqués», on les sent rudement éprouvés après ce rude combat... électoral où ils espèrent capter à leur profit les effets de la vague réac qui déferle.

Un bon garçon et un papa

On a pu lire in extenso dans le journal « l'Alsace » cette motion de l'actuel conseil municipal de Lutterbach. Le même journal avait consacré fin avril une page entière à un autre militaire, ancien d'Algérie, qui s'affiche dans le Haut-Rhin(1) : Aussaresses, qui a été sollicité pour clore en beauté une série de 6 articles consacré aux «Mémoires d'Algérie». C'est particulièrement valorisant pour ce général de 94 ans qui «assume son passé» et qui vit une belle histoire d'amour avec Elvire, sa compagne alsacienne qui - souligne le journaliste - n'arrête pas de répéter : «c'est un bon garçon». «Un bon garçon» qui reconnaît que sa préférence va à l'ex-trême-droite ; qu'il a dansé avec Marine Le Pen; mais qu'il a voté Sarkozy. Qui reconnaît qu'en Algérie il a été obligé de tirer et qu'en Amérique du Sud il a rencontré Klaus Barbie. Dans la même page de «l'Alsace», un ancien combattant d'Algérie, parachutiste, rappelle son indéfectible affection pour son chef d'alors, le colonel Bigeard «qu'on appelait papa». «Un bon garçon» et un «papa»... Attendrissant, non ?...

Dans un tel contexte, que croyezvous qu'il adviendra de la demande que Pormenté a adressée au ministre pour que la carte d'ancien combattant soit retirée à l'ancien maire de Lutterbach ? Une demande qui sera examinée dans un ministère où on s'apprête à rendre hommage, à Pau, le 22 octobre, au Colonel Château-Jobert(2) et où le ministre de la défense lui-même s'apprête à inaugurer à Fréjus une stèle à la gloire de Bigeard, le 20 novembre !... L'inventeur des «crevettes Bigeard» et de toutes ces techniques ignominieuses - que son ami le général Aussaresses a exportées ensuite en Argentine - sera-t-il promu par les socialistes au rang de figure exemplaire ?...

Pour soutenir les principes et les valeurs qu'il a toujours portés, et pour combattre les horreurs «patriotiques» de ceux qui l'attaquent, Roger Winterhalter ne peut pas compter sur beaucoup d'appuis en Alsace pour l'instant. Signer la pétition lancée par la MRAP Strasbourg. Lisez les analyses et les ouvrages réalisés par l'association «Sortir du colonialisme» (3) qui demande notamment que les archives soient largement ouvertes afin d'élaborer une histoire établie sur des faits avérés, pas sur des rancœurs ou des falsifications.

- 1) Si Aussaresses s'affiche dans le Haut-Rhin, pour tromper l'ennemi, il se terre dans un repaire bas-rhinois.
- 2) Officier qui a participé au putsch d'Avril 1961. Il avait été condamné à mort par contumace pour ses activités OAS.
- 3) Une partie des infos présentes dans cet article ont été trouvées sur le site de «Sortir du colonialisme».

- 18 -

Rencontres et lectures à contre courant

Le «33» rue des Vignoles

L'Union régionale des syndicats CNT mène une lutte pour conserver ses locaux historiques au 33 rue de Vignoles à Paris. Pour que l'endroit ne devienne pas la proie des promoteurs, une rénovation générant un coût financier important sur plusieurs années est nécessaire. Ce qui est en jeu, c'est le maintien d'un espace de luttes autogéré inscrivant son activité dans l'esprit des premières Bourses du travail tout en étant ouvert aux conditions du combat social d'aujourd'hui. C'est aussi un lieu de la mémoire ouvrière et un lieu culturel alternatif qu'il s'agit de défendre. Plusieurs modalités de soutien sont prévues : don mensuel par prélèvement, chèque à l'ordre de la CNT, soutien lors des initiatives de solidarité avec le «33» (réunion publiques, expositions, concerts, édition d'une brochure, etc).

Pour plus d'infos contacter la CNT au 33 rue des Vignoles 75020 PARIS ou rendez vous sur le site www.cnt-f.org

Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques

On assiste depuis la seconde moitié des années 1990 au retour de la critique sociale et politique. Des manifestations altermondialistes à la campagne contre le traité européen, des succès électoraux de l'extrême gauche à la mobilisation contre le CPE, la gauche de la gauche est sortie du «grand cauchemar» des années 1980. Pourtant, la critique n'est pas que dans la rue. La bataille des idées fait rage elle aussi. Développée par des auteurs comme Toni Negri, Siavoj Zizek, Alain Badiou, Judith Butler, Giorgio Agamben, Fredric Jameson, Gayatri Spivak ou Axel Honneth, la pensée radicale est de retour. Quelles sont ces théories qui accompagnent l'émergence des nouvelles luttes sociales ? En quoi se distinguent-elles de celles qui caractérisaient le mouvement ouvrier dans ses formes traditionnelles ? Ce livre rend compte de la diversité de ces nouvelles pensées : théorie queer, marxisme et postmarxisme, théorie postcoloniale, théorie de la reconnaissance, poststructuralisme, néospinozisme, etc. Il montre l'unité qui sous-tend ces courants, qui résulte de ce qu'ils sont le produit des défaites subies par les mouvements de contestation des années 1960 et 1970.

«Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques» de Razmig Keucheyan est paru aux Editions Zones. 310 pages. 21 euros.

La grande évasion. Le vrai scandale des paradis fiscaux

Ce livre est une plongée au cœur d'un système dédié tout entier à l'évasion fiscale. Souvent légales, les pratiques qui le régissent sont à l'origine d'une profonde iniquité, plus scandaleuse encore dans les pays en voie de développement. En France, les entreprises du CAC 40 sont deux à trois fois moins imposées sur leurs bénéfices que les PME. Au Royaume Uni, un tiers des sept cents premières sociétés du pays ne payent tout simplement pas d'impôts. Chaque année, 800 à 1 000 milliards de dollars quittent illicitement le Sud pour trouver refuge au Nord. Riche en révélations et en exemples accablants, l'enquête de Xavier Harel rappelle au passage que la lutte contre les paradis fiscaux, véritables passagers clandestins de la mondialisation, ne présente pas de problème technique ; elle relève d'abord et surtout d'une volonté politique.

«La grande évasion. Le vrai scandale des paradis fiscaux» de Xavier Harel est paru aux Editions Babel. 316 pages. 8,50 euros. Du même auteur : «Afrique, pillage à huis clos» (Fayard, 2006) et «Le scandale des biens mal acquis» (la Découverte, 2011).

Le terroriste noir

Tout commence en lisière de la forêt des Vosges, un jour de 1940, quand un père et son fils partis cueillir des champignons tombent par hasard sur un «pauvre nègre» endormi au pied des arbres. Conduit au village, ce jeune Guinéen adopté en France à l'âge de 13 ans, à la fois austère et charmeur, y fera sensation. Mais ce n'est qu'un début : en 1942, il entre en contact avec la Résistance et crée un des premiers maquis de la région. Lancés sur ses traces, les Allemands l'appelleront «le terroriste noir».

«Le terroriste noir» de Tierno Monénembo est paru aux Editions du Seuil. 224 pages. 17 euros.

Yucca mountain

En 1980, un an après l'accident du réacteur de la centrale de Three Mile Island, le Comité américain de l'énergie atomique fait pression sur le Congrès pour que tous les déchets nucléaires du pays soient stockés en un seul site. Ce sera Yucca Moutain, à 140 kilomètres de Las Vegas, Nevada. ce livre révèle les moindres détails de ce projet d'enfouissement massif : les dizaines de milliards de dollars nécessaires pour aménager la montagne ; le rôle des lobbyistes pro-nucléaires sur le vote des élus corrompus l'échec des géologues à rendre la montagne imperméable ; les 250 camions qui passeront chaque mois par le centre de Las Vegas, remplis de déchets radioactifs ; les manuels scolaires financés par l'Etat pour convaincre les élèves que le "nucléaire est écologique" ; le comité d'expert chargé d'inventer une enseigne indiquant la dangerosité du site et compréhensible dans 10.000 ans ; la visite guidée des entrailles de la montagne... Mais la force du texte ne réside pas seulement dans les cris suscités par la peur du nucléaire. Mêlant avec force détails enquête de terrain et dialogues personnels - où s'invitent Noam Chomsky, Edward Abbey et Edvard Munch -, John D'Agata scrute les néons d'une ville derrière lesquels les suicides se comptent en masse et où la démesure ultime prend la forme d'un hôtel stratosphérique indestructible. Un récit sombre et éblouissant qui s'avale aussi vite qu'une pastille d'iode et dont la chute est vertigineuse.

«Yucca mountain» de John d'Agata est paru aux Editions Zones sensibles. 158 pages. 16 euros.

De la Bastille à Bagdad

Ce second volume de la Petite Histoire du monde moderne de Larry Gonick démarre aux Lumières, se prolonge à travers deux siècles et demi de révolution, d'innovation sociale et économique, de nationalisme, de colonialisme, de progrès scientifiques inouïs, s'attardera sur l'abolition de l'esclavage pour s'achever avec les guerres en Iran et en Afghanistan du début du XXIe siècle. Une fresque historique à la fois informative, enrichissante, irrévérencieuse et drôle. Larry Gonick a réalisé une somme totalement atypique, une véritable histoire du monde en bande dessinée, qui a rencontré un très vif succès aux Etats-Unis.

«De la Bastille à Bagdad» de Larry Gonick est paru aux Editions Vertige Graphic. 264 pages. 24 euros.

A nos lectrices et lecteurs

Après la Libération, la libre circulation des idées paraissait essentielle pour éviter de nouvelles horreurs. C'est ainsi que - inspirées du programme du CNR - des dispositions ont été prises pour favoriser la diffusion de la presse écrite. La Poste - qui était alors un Service Public - devait apporter sa contribution en acceptant de distribuer les journaux à un tarif inférieur au coût réel.

Cela fait maintenant une vingtaine d'années que "socialistes" et libéraux s'ingénient à détruire ce dispositif qui a le tort à leurs yeux d'entraver la recherche de profit et donc de retarder la privatisation de la Poste. Résultat: des milliers de petites revues comme la nôtre ont disparu, victimes de contraintes financières et matérielles de plus en plus lourdes. La Poste - qui n'est plus un service public - nous impose une nouvelle contrainte qui nous amène à ne plus insérer l'encart qui nous permettait d'alerter lectrices et lecteurs en fin d'abonnement ou de prospection. Mais on s'accroche! Et...

...Nous faisons appel à votre vigilance et nous vous demandons d'observer le rabat de l'étiquette autocollante ci-dessous à gauche :

Si un gros point rouge apparaît à gauche de ce texte sur le rabat de l'étiquette/adresse autocollante, (ré) abonnez-vous!

Pour se (ré)abonner, vous pouvez utiliser le bulletin imprimé en haut, à droite, de cette page (ou l'imprimer à partir du site internet).

Vous pouvez aussi le faire sur papier libre; c'est plus pratique pour nous fournir aussi - si vous le pouvez - nom(s) et adresse(s) de personne(s) qui pourrai(en)t être intéressée(s) par ACC que nous leur enverrons en prospection, avec mention de votre nom (c'est un des rares moyens dont nous disposons pour susciter de nouveaux abonnements et... survivre!).

Nous proposons plusieurs formules :

- Le (ré)abonnement simple: 10 € (un an pour 10 n°)
- Le (ré)abonnement de soutien (un an pour 10 n°): 15 €, 20 €, ou plus - si vous le pouvez - en soutien.
- Le (ré)abonnement/diffusion : 20 € (4 exemplaires par numéro, sur un an, expédiés à votre adresse).
- Le (ré)abonnement/parrainage : 15 € (votre (ré) abonnement + un (ré)abonnement pour une personne de votre choix dont vous nous indiquez l'adresse).

Chèque à l'ordre d' "A Contre Courant", avec nom(s) et adresse(s) sont à envoyer à : A CONTRE COURANT BP 12123 68060 MULHOUSE cedex 2

- Vous pouvez aussi vous (ré)abonner avec paiement Paypal sur notre site (voir références ci-contre).

COMITE DE REALISATION

A. BIHR / L. DALSTEIN / G. DENEUX / J. FORTCHANTRE O. MANGEOT / B. MARION / B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

BULLETIN DE (RE)ABONNEMENT

| Abonnement 10 numéros (1 an) | |
|---|-------|
| □ SIMPLE | Euros |
| (Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant") | |
| NOM | |
| Prénom | |
| Adresse | |
| | |
| | |
| | |

CPPAP n° 0213 G 87630

Dispensé de timbrage

Mulhouse - PIC

A CONTRE COURANT (service abonnements) BP 12123

BP 12123 68060 MULHOUSE cedex 2 PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé le 16/10/2012

Sommaire

| Page 1 Edito : Beaucoup de bruit autour de (presque) rien | |
|---|--|
| Page 2 A propos de la Syrie | |
| Page 2 à 5 . Retour aux sources de la «révolution» syrienne | |
| Page 6 à 9 Sur la crise (7) : L'Union Européenne | |
| entre éclatement et refondation (2ème partie) | |
| Page 10 et 11La vieille taupe et le talon de fer | |
| Page 12 à 15La guerre qui vient. De la contre- | |
| insurrection rurale à la contre-insurrection urbaine | |
| Page 15 Un débat à poursuivre | |
| Page 16 et 17 Presse libre en danger (7) | |
| Page 18 Un duo de généraux en retraite | |
| Page 19 Rencontres et Lectures | |
| Page 20 A nos lectrices et lecteurs | |

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)

et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet: http://www.acontrecourant.org Courriel: courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo 52100 BETTANCOURT-LA-FERREE